

CONSEIL COMMUNAL DU 28 SEPTEMBRE 2017
GEMEENTERAAD VAN 28 SEPTEMBER 2017

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Georges Pollet, *Président du Conseil communal/Voorzitter van de Gemeenteraad* ;
Pierre Muylle, *Bourgmestre f.f./Wvd Burgemeester* ;
Ali Ince, Christian Beozieri, Jeanine Joannes-Wouters, Fatiha Saidi, Martine Raets, Dominique Clajot, Mohamed Ridouane Chahid, *Echevin(e)s/Schepenen* ;
Joseph Corten, Ingrid Haelvoet, Marc Bondu, Alain Vander Elst, Pascal Freson, Rachid Chikhi, Belma Tek, Margriet Hubrechts, Véronique Mbombo Tshidimba, David Cordonnier, Fabienne Derome, Sabrina Cornu, Firyman Kaplan, Housini Chairi, Latifa Benallal (vanaf punt 2 / à partir du point 2), Nicole Lepage (vanaf punt 3 / à partir du point 3), *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Katrien Debeuckelaere, *Président du CPAS, siégeant avec voix consultative en application des articles 103 de la Nouvelle Loi Communale et 28§4 de la loi organique des CPAS/Voorzitter van het OCMW, zetelend met raadgevende stem in toepassing van de artikels 103 van de Nieuwe Gemeentewet en 28§4 van de organieke wet op de OCMW's* ;
Dirk Borremans, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Eliane Lepoivre-Daels, *Echevin(e)/Schepen* ;
Rudi Vervoort, Guy Vanhengel, Karin Bouko, Jean-Philippe Mommart, Hicham Talhi, Mohamed Kheddoumi, Laurent Ali Chaftar, Martine Empain, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Le Conseil communal observe une minute de silence en mémoire de feu monsieur Pierre Goberecht, conseiller communal.

De Gemeenteraad neem een minuut stilte in acht ter nagedachtenis van de Heer Pierre Goberecht, gemeenteraadslid.

Monsieur G. Pollet, Président, demande conformément à l'article 97 de la nouvelle loi communale l'accord du conseil pour l'ajout de deux points complémentaires à l'ordre du jour, à savoir :

- Vérification des pouvoirs. Prestation de serment et installation de Madame Lepage Nicole, 8 ième suppléante de la liste 11, en qualité de conseillère communale, en remplacement de Monsieur Goberecht Pierre, décédé.
- Acquisition d'un niveau à usage de crèche dans l'immeuble 123-125 rue Colonel Bourg – Décision de principe.

Tous les membres présents marquent leur accord, à savoir: mesdames et messieurs : Pollet, Muylle, Ince, Beozieri, Joannes-Wouters, Saidi, Raets, Clajot, Chahid, Corten, Haelvoet, Bondu, Vander Elst, Freson, Chikhi, Tek, Hubrechts, Mbombo Tshidimba, Cordonnier, Derome, Cornu, Kaplan, Chairi.

De heer G. Pollet, Voorzitter, vraagt overeenkomstig het artikel 97 van de nieuwe gemeentewet het akkoord

van de gemeenteraad voor de toevoeging van twee bijkomende punten aan de agenda, te weten :

- Nazicht van de geloofsbrieven. Eedaflegging en aanstelling van Mevrouw Lepage Nicole, 8 ste plaatsvervangster van de lijst nr 11, in hoedanigheid van gemeenteraadslid ter vervanging van de Heer Goberecht Pierre, overleden.
- Aankoop van één niveau met bestemming voor kinderdagverblijf in het gebouw gelegen Kolonel Bourgstraat 123-125 – principebeslissing.

Alle aanwezige leden gaan akkoord, te weten de dames en heren : Pollet, Muylle, Ince, Beoziere, Joannes-Wouters, Saidi, Raets, Clajot, Chahid, Corten, Haelvoet, Bondu, Vander Elst, Freson, Chikhi, Tek, Hubrechts, Mbombo Tshidimba, Cordonnier, Derome, Cornu, Kaplan, Chairi.

SECRÉTARIAT COMMUNAL - GEMEENTESECRETARIAAT

28.09.2017/A/0001 **Démission de Madame Karin Bouko, en qualité de conseillère communale. Prise d'acte.**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu la lettre reçue le 29 juin 2017 de Madame Karin Bouko, domiciliée à 1140 Evere, Square Hoedemaekers, 24/2, par laquelle elle présente sa démission en tant que conseillère communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 22 de la nouvelle loi communale;

DECIDE :

Article 1 :

De prendre acte de la lettre reçue le 29 juin 2017 de Madame Karin Bouko, domiciliée à 1140 Evere, Square Hoedemaekers, 24/2, par laquelle elle présente sa démission en tant que conseillère communale.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Ontslag van Mevrouw Karin Bouko, in hoedanigheid van gemeenteraadslid. Akteneming.

De Raad, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de brief ontvangen dd. 29 juni 2017 van Mevrouw Karin Bouko, wonende te 1140 Evere, Hoedemaekerssquare, 24/2, waarin zij haar ontslag aanbiedt als gemeenteraadslid;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 22 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Akte te nemen van de brief ontvangen dd. 29 juni 2017 van Mevrouw Karin Bouko, wonende te 1140 Evere, Hoedemaekerssquare, 24/2, waarin zij haar ontslag aanbiedt als gemeenteraadslid.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
23 stemmers : 23 positieve stemmen.

Latifa Benallal entre en séance / treedt in zitting.

28.09.2017/A/0002 **Vérification des pouvoirs. Prestation de serment et installation de Madame Benallal Latifa, 5^{ième} suppléante de la liste 11, en qualité de conseillère communale, en remplacement de Madame Bouko Karin, démissionnaire.**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Considérant que Madame Bouko Karin, a présenté sa démission en qualité de conseillère communale;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

Considérant que Madame Benallal Latifa, 5^{ième} suppléante de la liste 11, à laquelle appartient le titulaire à remplacer, vient la première en ordre utile;

Vu le rapport sur l'éligibilité et l'absence d'incompatibilité concernant Madame Benallal Latifa;

Considérant que, jusqu'à ce jour Madame Benallal Latifa, n'a pas cessé de remplir les conditions d'éligibilité déterminées par l'article 65 de la loi électorale communale à savoir :

- être électeur et conserver les conditions de l'électorat visées à l'article 1^{er} par. 1^{er} :

- 1° être belge;

- 2° être âgé de dix-huit ans accomplis;

- 3° être inscrit au registre de population de la commune;

4° ne pas se trouver dans l'un des cas d'exclusion ou de suspension prévus par le Code électoral.

ou à l'article 1^{er} bis, par. 1^{er} :

Peuvent acquérir la qualité d'électeur pour la commune les ressortissants des autres Etats membres de l'Union européenne qui, hormis la nationalité, réunissent les autres conditions de l'électorat visées à l'article 1er, par. 1er, et qui ont manifesté, conformément au par. 2 du présent article, leur volonté d'exercer ce droit de vote en Belgique. Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, les ressortissants non belges de l'Union européenne qui font l'objet d'une mention dans les registres de population sont censés satisfaire à la condition visée au 3° de l'article 1^{er}, par. 1^{er}.

• ne sont pas éligibles :

1° ceux qui sont privés du droit d'éligibilité par condamnation;

2° les ressortissants des autres Etats membres de l'Union européenne qui, par l'effet d'une décision individuelle en matière civile ou d'une décision pénale prononcée dans leur Etat d'origine, sont déchus du droit d'éligibilité en vertu du droit de cet Etat;

3° ceux qui, sans préjudice de l'application des dispositions prévues aux 1° et 2°, ont été condamnés, même avec sursis, du chef de l'une des infractions prévues aux art. 240, 241, 243 et 245 à 248 du Code pénal, commises dans l'exercice de fonctions communales, cette inéligibilité cessant douze ans après la condamnation;

4° ceux qui ont été condamnés pour des infractions visées par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par la racisme et la xénophobie ou sur la base de la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale;

5° ceux qui sans préjudice de l'application des dispositions prévues aux 1° et 2° sont ou ont été administrateurs d'une association condamnée même avec sursis, pour l'une des infractions prévues par la loi du 30 juillet 1981 ou la loi du 23 mars 1995.

Considérant qu'elle ne se trouve dans aucun des cas d'incompatibilité du chef de parenté ou de l'exercice de fonctions prévus aux articles 71, 73, 74 et 75 de la nouvelle loi communale;

Considérant, par conséquent, que rien ne s'oppose à ce que les pouvoirs de Madame Benallal Latifa, soient validés et à ce que cette conseillère suppléante soit admise à prêter le serment prescrit par l'article 80 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

DECIDE :

Les pouvoirs de Madame Benallal Latifa, née à Tanger / Maroc le 19 juillet 1968, domiciliée à 1140 Evere, rue Hubert Van Hoorde, 5, en qualité de conseillère communale, sont validés.

Madame Benallal Latifa, est admise à prêter le serment prescrit.

Ce serment est prêté immédiatement en français par le nouveau conseiller en séance publique du conseil et entre les mains de M. le Bourgmestre f.f. dans les termes suivants :

« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du Peuple belge ».

En conséquence Madame Benallal Latifa est déclarée installée dans ses fonctions de conseillère communale effective en remplacement de Madame Bouko Karin, démissionnaire.

Elle est inscrite au tableau de préséance sous le n° 33, après Monsieur Chairi Housini.

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Nazicht van de geloofsbrieven. Eedaflegging en aanstelling van Mevrouw Benallal Latifa, 5de plaatsvervangster van de lijst nr 11, in hoedanigheid van gemeenteraadslid ter vervanging van Mevrouw Bouko Karin, ontslagnemend.

De Raad, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat Mevrouw Bouko Karin, haar ontslag heeft aangeboden als gemeenteraadslid;

Overwegende dat zij derhalve moet vervangen worden;

Overwegende dat Mevrouw Benallal Latifa, 5^{de} plaatsvervanger van de lijst nr 11 waartoe de te vervangen titularis behoort, als 1^{ste} in aanmerking komt;

Gelet op het verslag betreffende de verkiesbaarheid en het ontbreken van onverenigbaarheden bij Mevrouw Benallal Latifa, voornoemd;

Overwegende dat Mevrouw Benallal Latifa, tot op heden ononderbroken heeft voldaan aan al de verkiesbaarheidsvereisten bepaald bij artikel 65 van de gemeentekieswet te weten :

- kiezer zijn, en de in artikel 1 par. 1 bedoelde kiesbevoegdheidsvoorwaarden behouden :

- 1° Belg zijn;

- 2° de volle leeftijd van achttien jaar hebben bereikt;

- 3° in de bevolkingsregisters van de gemeente ingeschreven zijn;

- 4° zich niet bevinden in één van de gevallen van uitsluiting of schorsing bepaald bij het Kieswetboek.

of artikel 1bis par. 1 :

Kunnen de hoedanigheid van gemeenteraadskiezer verwerven, de onderdanen van de andere Lid-Staten van de Europese Unie die, behalve wat betreft de nationaliteit, voldoen aan de andere kiesbevoegdheidsvoorwaarden bedoeld in

artikel 1, par. 1, en die, overeenkomstig par. 2 van dit artikel, hun wil te kennen hebben gegeven om dit stemrecht in België uit te oefenen. Voor de toepassing van het eerste lid worden de niet-Belgische onderdanen van de Europese Unie die in de bevolkingsregisters staan vermeld, geacht te voldoen aan de in 3° van artikel 1, par. 1 bedoelde voorwaarde.

- zijn niet verkiesbaar :

1° zij die door veroordeling ontzet zijn uit het recht om gekozen te worden;

2° de onderdanen van de andere Lid-Staten van de Europese Unie die, ten gevolge van een individuele burgerrechtelijke of een strafrechtelijke beslissing in hun staat van herkomst ontheven zijn van het recht om gekozen te worden krachtens het recht van die Staat;

3° zij die, onverminderd de toepassing van de bepalingen vermeld in 1° en 2°, veroordeeld zijn, zelfs met uitstel, wegens één van de in de art. 240, 241, 243 en 245 tot 248 van het Strafwetboek omschreven misdrijven, gepleegd in de uitoefening van een gemeenteamt; deze onverkiesbaarheid eindigt twaalf jaar na deze veroordeling;

4° zij die veroordeeld zijn wegens overtredingen bedoeld in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden of op grond van de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd;

5° zij die, onverminderd de toepassing van de bepalingen in het 1° en 2°, bestuurder zijn of geweest zijn van een vereniging die, zelfs met uitstel is veroordeeld voor een van de overtredingen bedoeld in de wet van 30 juli 1981 of de wet van 23 maart 1995.

Overwegende dat zij zich niet bevindt in één der gevallen van onverenigbaarheid wegens ambtsbekleding of verwantschap, voorzien door de artikelen 71, 73, 74 en 75 van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat derhalve niets belet dat de geloofsbrieven van Mevrouw Benallal Latifa geldig verklaard worden en dat dit plaatsvervangend raadslid wordt toegelaten tot het afleggen van de eed, voorgeschreven in artikel 80 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLUIT :

De geloofsbrieven van Mevrouw Benallal Latifa, geboren te Tanger / Marokko op 19 juli 1968, wonende te 1140 Evere, Hubert Van Hoordestraat, 5, gemeenteraadslid, worden geldig verklaard.

Mevrouw Benallal Latifa wordt toegelaten tot het afleggen van de voorgeschreven eed.

Het nieuwe raadslid legt deze eed onmiddellijk af in het Frans, in openbare zitting van de raad, in handen van dhr wnd Burgemeester, en in volgende bewoordingen :

“Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische Volk”.

Derhalve is Mevrouw Benallal Latifa aangesteld als titelvoerend gemeenteraadslid ter vervanging van Mevrouw Bouko Karin, ontslagnemend.

Zij zal op de ranglijst worden gebracht onder het nr 33 na de Heer Chairi Housini.

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

Nicole Lepage entre en séance / treedt in zitting.

28.09.2017/A/0003 **Vérification des pouvoirs. Prestation de serment et installation de Madame Lepage Nicole, 8^{ième} suppléante de la liste 11, en qualité de conseillère communale, en remplacement de Monsieur Goberecht Pierre, décédé.**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Considérant que Monsieur Goberecht Pierre, conseiller communal, est décédé;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

Considérant que Monsieur Van Brussel Robert, 6^{ième} suppléant de la liste 11, à laquelle appartient le titulaire à remplacer, n'a pas répondu à notre courrier du 29 août 2017 et nous a confirmé par téléphone ne pas être intéressé;

Considérant que Monsier Smets Maurice, 7^{ième} suppléant de la liste 11, à laquelle appartient le titulaire à remplacer, est décédé;

Considérant que Madame Lepage Nicole, 8^{ième} suppléante de la liste 11, à laquelle appartient le titulaire à remplacer, vient la première en ordre utile;

Vu le rapport sur l'éligibilité et l'absence d'incompatibilité concernant Madame Lepage Nicole;

Considérant que, jusqu'à ce jour Madame Lepage Nicole, n'a pas cessé de remplir les conditions d'éligibilité déterminées par l'article 65 de la loi électorale communale à savoir :

- être électeur et conserver les conditions de l'électorat visées à l'article 1^{er} par. 1^{er} :

1° être belge;

2° être âgé de dix-huit ans accomplis;

3° être inscrit au registre de population de la commune;

4° ne pas se trouver dans l'un des cas d'exclusion ou de suspension prévus par le Code électoral.

ou à l'article 1^{er} bis, par. 1^{er} :

Peuvent acquérir la qualité d'électeur pour la commune les ressortissants des autres Etats membres de l'Union européenne qui, hormis la nationalité, réunissent les autres conditions de l'électorat visées à l'article 1er, par. 1er, et qui ont manifesté, conformément au par. 2 du présent article, leur volonté d'exercer ce droit de vote en Belgique. Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, les ressortissants non belges de l'Union européenne qui font l'objet d'une mention dans les registres de population sont censés satisfaire à la condition visée au 3° de l'article 1^{er}, par. 1^{er}.

- ne sont pas éligibles :

1° ceux qui sont privés du droit d'éligibilité par condamnation;

2° les ressortissants des autres Etats membres de l'Union européenne qui, par l'effet d'une décision individuelle en matière civile ou d'une décision pénale prononcée dans leur Etat d'origine, sont déchus du droit d'éligibilité en vertu du droit de cet Etat;

3° ceux qui, sans préjudice de l'application des dispositions prévues aux 1° et 2°, ont été condamnés, même avec sursis, du chef de l'une des infractions prévues aux art. 240, 241, 243 et 245 à 248 du Code pénal, commises dans l'exercice de fonctions communales, cette inéligibilité cessant douze ans après la condamnation;

4° ceux qui ont été condamnés pour des infractions visées par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par la racisme et la xénophobie ou sur la base de la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale;

5° ceux qui sans préjudice de l'application des dispositions prévues aux 1° et 2° sont ou ont été administrateurs d'une association condamnée même avec sursis, pour l'une des infractions prévues par la loi du 30 juillet 1981 ou la loi du 23 mars 1995.

Considérant qu'elle ne se trouve dans aucun des cas d'incompatibilité du chef de parenté ou de l'exercice de fonctions prévus aux articles 71, 73, 74 et 75 de la nouvelle loi communale;

Considérant, par conséquent, que rien ne s'oppose à ce que les pouvoirs de Madame Lepage Nicole, soient validés et à ce que cette conseillère suppléante soit admise à prêter le serment prescrit par l'article 80 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

DECIDE :

Les pouvoirs de Madame Lepage Nicole, née à Kinshasa/Congo le 26 décembre 1967, domiciliée à 1140 Evere, avenue Henry Dunant, 14 bte 16, en qualité de conseillère communale, sont validés.

Madame Lepage Nicole, est admise à prêter le serment prescrit.

Ce serment est prêté immédiatement en français par le nouveau conseiller en séance

publique du conseil et entre les mains de M. le Bourgmestre f.f. dans les termes suivants :

« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du Peuple belge ».

En conséquence Madame Lepage Nicole est déclarée installée dans ses fonctions de conseillère communale effective en remplacement de Monsieur Goberecht Pierre, décédé.

Elle est inscrite au tableau de préséance sous le n° 33, après Madame Benallal Latifa.

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Nazicht van de geloofsbrieven. Eedaflegging en aanstelling van Mevrouw Lepage Nicole, 8ste plaatsvervangster van de lijst nr 11, in hoedanigheid van gemeenteraadslid ter vervanging van de Heer Goberecht Pierre, overleden.

De Raad, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat de Heer Goberecht Pierre, gemeenteraadslid, overleden is;

Overwegende dat hij derhalve moet vervangen worden;

Overwegende dat de Heer Van Brussel Robert, 6de plaatsvervanger van de lijst nr 11 waartoe de te vervangen titularis behoort, niet geantwoord heeft op ons schrijven dd. 29 augustus 2017 en ons telefonisch bevestigd heeft niet geïnteresseerd te zijn;

Overwegende dat de Heer Smets Maurice, 7de plaatsvervanger van de lijst nr 11 waartoe de te vervangen titularis behoort, overleden is;

Overwegende dat Mevrouw Lepage Nicole, 8^{ste} plaatsvervanger van de lijst nr 11 waartoe de te vervangen titularis behoort, als 1^{ste} in aanmerking komt;

Gelet op het verslag betreffende de verkiesbaarheid en het ontbreken van onverenigbaarheden bij Mevrouw Lepage Nicole, voornoemd;

Overwegende dat Mevrouw Lepage Nicole, tot op heden ononderbroken heeft voldaan aan al de verkiesbaarheidsvereisten bepaald bij artikel 65 van de gemeentekieswet te weten :

- kiezer zijn, en de in artikel 1 par. 1 bedoelde kiesbevoegdheidsvoorwaarden behouden :

- 1° Belg zijn;

- 2° de volle leeftijd van achttien jaar hebben bereikt;

- 3° in de bevolkingsregisters van de gemeente ingeschreven zijn;

- 4° zich niet bevinden in één van de gevallen van uitsluiting of schorsing bepaald bij het Kieswetboek.

of artikel 1bis par. 1 :

Kunnen de hoedanigheid van gemeenteraadskiezer verwerven, de onderdanen van de andere Lid-Staten van de Europese Unie die, behalve wat betreft de nationaliteit, voldoen aan de andere kiesbevoegdheidsvoorwaarden bedoeld in artikel 1, par. 1, en die, overeenkomstig par. 2 van dit artikel, hun wil te kennen hebben gegeven om dit stemrecht in België uit te oefenen. Voor de toepassing van het eerste lid worden de niet-Belgische onderdanen van de Europese Unie die in de bevolkingsregisters staan vermeld, geacht te voldoen aan de in 3° van artikel 1, par. 1 bedoelde voorwaarde.

• zijn niet verkiesbaar :

- 1° zij die door veroordeling ontzet zijn uit het recht om gekozen te worden;
- 2° de onderdanen van de andere Lid-Staten van de Europese Unie die, ten gevolge van een individuele burgerrechtelijke of een strafrechtelijke beslissing in hun staat van herkomst ontheven zijn van het recht om gekozen te worden krachtens het recht van die Staat;
- 3° zij die, onverminderd de toepassing van de bepalingen vermeld in 1° en 2°, veroordeeld zijn, zelfs met uitstel, wegens één van de in de art. 240, 241, 243 en 245 tot 248 van het Strafwetboek omschreven misdrijven, gepleegd in de uitoefening van een gemeenteambt; deze onverkiesbaarheid eindigt twaalf jaar na deze veroordeling;
- 4° zij die veroordeeld zijn wegens overtredingen bedoeld in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden of op grond van de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd;
- 5° zij die, onverminderd de toepassing van de bepalingen in het 1° en 2°, bestuurder zijn of geweest zijn van een vereniging die, zelfs met uitstel is veroordeeld voor een van de overtredingen bedoeld in de wet van 30 juli 1981 of de wet van 23 maart 1995.

Overwegende dat zij zich niet bevindt in één der gevallen van onverenigbaarheid wegens ambtsbekleding of verwantschap, voorzien door de artikelen 71, 73, 74 en 75 van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat derhalve niets belet dat de geloofsbrieven van Mevrouw Lepage Nicole geldig verklaard worden en dat dit plaatsvervangend raadslid wordt toegelaten tot het afleggen van de eed, voorgeschreven in artikel 80 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLUIT :

De geloofsbrieven van Mevrouw Lepage Nicole, geboren te Kinshasa / Congo op 26 december 1967, wonende te 1140 Evere, Henry Dunantlaan, 14 bus 16, gemeenteraadslid, worden geldig verklaard.

Mevrouw Lepage Nicole wordt toegelaten tot het afleggen van de voorgeschreven eed.

Het nieuwe raadslid legt deze eed onmiddellijk af in het Frans, in openbare zitting van de raad, in handen van dhr wnd Burgemeester, en in volgende bewoordingen :
“Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische Volk”.

Derhalve is Mevrouw Lepage Nicole aangesteld als titelvoerend gemeenteraadslid ter vervanging van de Heer Goberecht Pierre, overleden.

Zij zal op de ranglijst worden gebracht onder het nr 33 na Mevrouw Benallal Latifa.

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

28.09.2017/A/0004 **Octroi d'un subside pour l'exercice 2017 à l'Agence Locale pour l'emploi d'Evere destiné à la rémunération des représentants de la commune, non-membres du conseil communal.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'article 55 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal;

Vu la volonté de traiter de manière égale les représentants de la commune auprès des personnes morales dont la commune est membre, qu'ils soient ou non conseillers communaux;

Vu le crédit de 2.000,00€ inscrit à la fonction 851/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2017 relatif à la rémunération des représentants du Conseil communal non membres de ce dernier auprès de l'Agence Locale pour l'Emploi d'Evere;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

D'octroyer un subside de 1.603,50€ à l'Agence Locale pour l'Emploi d'Evere, destiné à la rémunération des représentants du Conseil communal, non membres de ce dernier, auprès de l'asbl.

Article 2 :

De comptabiliser la dépense de 1.603,50€ sur la fonction 851/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2017.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Toekenning van een toelage voor het dienstjaar 2017 aan het Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap van Evere bestemd voor de verloning van de vertegenwoordigers van de gemeente, niet-leden van de gemeenteraad.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op artikel 55 van het reglement van orde van de Gemeenteraad;

Gelet op de wil de vertegenwoordigers van de gemeente bij de rechtspersonen waar de gemeente lid van is op gelijke manier te behandelen, of ze gemeenteraadslid zijn of niet;

Gelet op het krediet van 2.000,00€ voorzien op de functie 851/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017, betreffende de verloning van de vertegenwoordigers van de gemeenteraad, niet leden van deze, bij het Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap van Evere;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een toelage van 1.603,50€ toe te kennen aan de vzw Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap van Evere, bestemd voor de verloning van de vertegenwoordigers van de gemeenteraad, niet leden van deze.

Artikel 2 :

De uitgave van 1.603,50€ op functie 851/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

28.09.2017/A/0005 **Octroi d'un subside pour l'exercice 2017 à l'asbl Triton destiné à la rémunération des représentants de la commune, non-membres du conseil communal.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'article 12 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 55 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal;

Vu la volonté de traiter de manière égale les représentants de la commune auprès des personnes morales dont la commune est membre, qu'ils soient ou non conseillers communaux;

Vu le crédit de 3.200,00€ inscrit à la fonction 764/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2017, relatif à la rémunération des représentants du Conseil communal non membres de ce dernier auprès de l'asbl Triton;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

D'octroyer un subside de 2.250,00€ à l'asbl Triton, destiné à la rémunération des représentants du Conseil communal, non membres de ce dernier, auprès de l'asbl.

Article 2 :

De comptabiliser la dépense de 2.250,00€ sur la fonction 764/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2017.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Toekenning van een toelage voor het dienstjaar 2017 aan de vzw Triton bestemd voor de verloning van de vertegenwoordigers van de gemeente, niet-leden van de gemeenteraad.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op artikel 12 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 55 van het reglement van orde van de Gemeenteraad;

Gelet op de wil de vertegenwoordigers van de gemeente bij de rechtspersonen waar de gemeente lid van is, op gelijke manier te behandelen, of ze gemeenteraadslid zijn of niet;

Gelet op het krediet van 3.200,00€ voorzien op de functie 764/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017, betreffende de verloning van de vertegenwoordigers van de gemeenteraad, niet leden van deze, bij de vzw Triton;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een toelage van 2.250,00€ toe te kennen aan de vzw Triton, bestemd voor de verloning van de vertegenwoordigers van de gemeenteraad, niet leden van deze.

Artikel 2 :

De uitgave van 2.250,00€ op functie 764/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

du processus de fusion par absorption entre VIVAQUA et HYDROBRU.

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment ses articles 117 à 122;

Vu la Loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales, notamment les articles 8 et 23;

Vu l'Ordonnance du 8 mai 2014 portant assentiment à l'Accord de coopération conclu le 13 février 2014 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux intercommunales interrégionales, et cet accord de coopération;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, notamment son article 7 ;

Vu l'ordonnance du 23 juin 2017 modifiant l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau et relative à la fusion entre opérateurs de l'eau;

Vu les statuts de l'intercommunale VIVAQUA;

Vu l'assemblée générale extraordinaire de l'intercommunale VIVAQUA du 8 novembre 2016 approuvant la fusion entre VIVAQUA et HYDROBRU;

Vu l'assemblée générale extraordinaire de l'intercommunale HYDROBRU du 8 novembre 2016 approuvant la fusion entre VIVAQUA et HYDROBRU;

Vu le souhait formulé par certaines communes flamandes associées à VIVAQUA de se retirer de l'association, les litiges judiciaires et les discussions entre ces communes et VIVAQUA qui en ont résulté;

Vu que les communes potentiellement concernées par le retrait sont :

Dilbeek	4.000 parts
Drogenbos	1.000 parts
Grimbergen	1.000 parts
Ville de Halle	2.000 parts
Kortenbergh	1.000 parts
Kraainem	1.000 parts
Machelen	1.000 parts
Merchtem	1.000 parts
Sint-Genesius-Rode	1.000 parts
Sint-Pieters-Leeuw	3.000 parts
Steenokkerzeel	1.000 parts
Tervuren	1.000 parts

Wemmel	1.000 parts
Wezembeek-Oppem	1.000 parts
Zaventem	3.000 parts

Soit un total de 23.000 parts sur 208.014 parts.

Vu que la valeur unitaire des parts dans le cadre du présent retrait est fixée à 2.237,96€ par part;

Vu que ce retrait ne modifie en rien le poids relatif de chaque commune associée restant dans VIVAQUA;

Vu la déclaration d'intention signée le 10 mai 2017 entre VIVAQUA, représentée par son Conseil de Gérance, et les représentants de plusieurs communes flamandes constituant un groupe de travail en vue de la négociation des modalités de retrait des communes flamandes en leur qualité d'associées;

Vu la décision prise à l'unanimité le 24 mai 2017 par le Conseil d'Administration de VIVAQUA approuvant l'accord traduit dans cette déclaration d'intention;

Vu l'approbation, au 29 août 2017, de la déclaration d'intention par les conseils communaux des communes flamandes de Merchtem, Zaventem, Halle, Kortenberg, Wemmel, Tervuren, Steenokkerzeel, Dilbeek, Sint-Pieters-Leeuw et Machelen, et les demandes formelles de retrait qui ont été adressées à VIVAQUA en suite de ces approbations;

Vu la convocation du 9 août 2017 à l'assemblée générale de VIVAQUA du 29 septembre 2017 et l'ordre du jour y annexé;

Considérant que la déclaration d'intention précitée engage les communes flamandes qui l'ont approuvée à mettre fin à tous les litiges judiciaires et autres en cours;

Considérant que parmi les communes flamandes qui ont accepté la déclaration d'intention et demandé leur retrait de VIVAQUA sur la base des modalités qu'elle prévoit figurent toutes les communes qui ont engagé des procédures judiciaires;

Considérant par conséquent que l'on dispose de l'assurance qu'il sera mis fin aux litiges en rapport avec la question du retrait;

Considérant que la déclaration d'intention apparaît par ailleurs constituer un accord équilibré entre les intérêts de VIVAQUA et de ses associés de la Région de Bruxelles-Capitale d'une part, et les intérêts des communes flamandes d'autre part;

Considérant que le retrait entraîne une réduction du capital de VIVAQUA à concurrence de la participation des communes qui se retirent;

Considérant que l'ordonnance du 23 juin 2017 précitée dispose que « *nonobstant toute disposition contraire des actes de fusion, sont censées être réalisées, au 31 décembre 2016, les conditions suspensives assortissant toute fusion entre opérateurs de l'eau visés au chapitre III de l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la*

politique de l'eau régulièrement adoptées par les organes compétents avant le 31 décembre 2016 si ces conditions suspensives se réalisent le 31 décembre 2017 au plus tard, et pour autant que les mandataires valablement désignés à cet effet par l'assemblée générale lors de l'adoption de l'acte de fusion de ces opérateurs constatent leur réalisation »;

Considérant qu'il y a lieu pour autant que nécessaire de proroger, jusqu'à la date de constatation effective de la fusion, les délégations de pouvoirs pour constater la réalisation des conditions suspensives;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

D'autoriser le retrait de VIVAQUA avec effet au 1^{er} janvier 2018 des communes flamandes qui l'ont demandé à ce jour, comme de celles qui le demanderaient ultérieurement mais avant l'assemblée générale extraordinaire de VIVAQUA du 29 septembre 2017, dans les conditions de la déclaration d'intention signée par VIVAQUA, représentée par son conseil de Gérance et les communes flamandes le 10 mai 2017 (décision du CA de VIVAQUA du 24 mai 2017).

Article 2 :

De marquer son accord pour la constatation de la diminution du capital social corrélative aux retraits et autres modifications statutaires qui en découlent, et ce avec effet au 1^{er} janvier 2018 :

- a. Modification de l'alinéa 2 de l'article 5 suite à la diminution du capital susmentionnée : « *Le capital social est intégralement souscrit et la part fixe du capital social est fixée à ... euros* ».
- b. Modification de l'article 6 qui reprend la liste des associés et le nombre de parts qu'ils possèdent en fonction des retraits ci-avant mentionnés : « *Le capital social est constitué par la souscription des parts suivantes, entièrement libérées* :

Le capital dénommé « A », constitué de parts réservées aux communes suivantes :

Ensemble : ... parts sociales

Un capital dénommé « B », constitué de parts réservées à l'IECBW.

L'IECBW : quatorze parts sociales.

Article 3 :

De mandater les représentants de la commune au sein de l'assemblée générale extraordinaire de VIVAQUA convoquée pour le 29 septembre prochain aux fins d'approuver le retrait des communes flamandes aux mêmes conditions.

Article 4 :

Pour autant que de besoin, de confirmer et de proroger, jusqu'à la date de constatation effective de la fusion les pouvoirs octroyés au conseil de gérance de VIVAQUA, dans sa neuvième résolution, par l'assemblée générale extraordinaire de VIVAQUA du 8 novembre 2016 approuvant la fusion afin de constater la réalisation des conditions

suspensives à cette fusion.

Article 5 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Uittreding van de Vlaamse gemeenten uit de intercommunale VIVAQUA en voltooiing van het fusieproces door overneming van HYDROBRU door VIVAQUA.

De Raad, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, met name de artikelen 117 tot 122 ervan;

Gelet op de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales, met name de artikelen 8 en 23 ervan;

Gelet op de ordonnantie van 8 mei 2014 houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord gesloten op 13 februari 2014 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de gewestgrensoverschrijdende intercommunales en dat samenwerkingsakkoord;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het bijzonder artikel 7 ervan;

Gelet op de ordonnantie van 23 juni 2017 tot wijziging van de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid en met betrekking tot de fusie tussen de wateroperatoren;

Gelet op de statuten van de intercommunale VIVAQUA;

Gelet op de buitengewone zitting van de Algemene Vergadering van de intercommunale VIVAQUA van 8 november 2016 waarop de fusie tussen VIVAQUA en HYDROBRU werd goedgekeurd;

Gelet op de buitengewone zitting van de Algemene Vergadering van de intercommunale HYDROBRU van 8 november 2016 waarop de fusie tussen VIVAQUA en HYDROBRU werd goedgekeurd;

Gelet op de wens van bepaalde Vlaamse gemeenten-vennoten van VIVAQUA om uit de vereniging te treden, de gerechtelijke geschillen en de besprekingen tussen deze gemeenten en VIVAQUA die daar het gevolg van waren;

Gelet op het feit dat de volgende gemeenten mogelijk betrokken zijn bij de uittreding :

Dilbeek	4.000 aandelen
Drogenbos	1.000 aandelen
Grimbergen	1.000 aandelen

Stad Halle	2.000 aandelen
Kortenberg	1.000 aandelen
Kraainem	1.000 aandelen
Machelen	1.000 aandelen
Merchtem	1.000 aandelen
Sint-Genesius-Rode	1.000 aandelen
Sint-Pieters-Leeuw	3.000 aandelen
Steenokkerzeel	1.000 aandelen
Tervuren	1.000 aandelen
Wemmel	1.000 aandelen
Wezembeek-Oppem	1.000 aandelen
Zaventem	3.000 aandelen

Wat neerkomt op in totaal 23.000 aandelen van de 208.014 aandelen;

Gelet op het feit dat de eenheidswaarde van de aandelen in het kader van deze uittreding is vastgesteld op 2.237,96 euro per aandeel.

Gelet op het feit dat deze uittreding geenszins het relatieve gewicht wijzigt van elke gemeente-vennoot die bij VIVAQUA blijft;

Gelet op de intentieverklaring die op 10 mei 2017 werd ondertekend tussen VIVAQUA, die door zijn Raad van Zaakvoerders werd vertegenwoordigd, en de vertegenwoordigers van verschillende Vlaamse gemeenten die een werkgroep hadden samengesteld om te onderhandelen over de uittredingsmodaliteiten van de Vlaamse gemeenten als vennoten;

Gelet op de beslissing die de Raad van Bestuur van VIVAQUA op 24 mei 2017 eenparig nam en waarbij hij het akkoord over deze intentieverklaring goedkeurde;

Gelet op de goedkeuring op 29 augustus 2017 van de intentieverklaring door de gemeenteraden van de Vlaamse gemeenten Merchtem, Zaventem, Halle, Kortenberg, Wemmel, Tervuren, Steenokkerzeel, Dilbeek, Sint-Pieters-Leeuw en Machelen, en de formele uittredingsverzoeken die aan VIVAQUA werden gericht na deze goedkeuringen;

Gelet op de oproeping voor de buitengewone zitting van de Algemene Vergadering van VIVAQUA van 9 september 2017 en de bijgevoegde agenda;

Overwegende dat de voornoemde intentieverklaring de Vlaamse gemeenten die deze verklaring hebben goedgekeurd ertoe verbindt alle gerechtelijke en andere lopende geschillen stop te zetten;

Overwegende dat bij de Vlaamse gemeenten die de intentieverklaring hebben goedgekeurd en hebben verzocht uit VIVAQUA te treden op basis van de modaliteiten die in deze verklaring zijn bepaald alle gemeenten zich bevinden die gerechtelijke procedures hebben ingesteld;

Overwegende bijgevolg dat we zekerheid hebben dat de geschillen betreffende de uitreding zullen worden stopgezet;

Overwegende dat de intentieverklaring bovendien een evenwichtig akkoord blijkt te zijn tussen de belangen van VIVAQUA en die van zijn vennoten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest enerzijds en de belangen van de Vlaamse gemeenten anderzijds;

Overwegende dat de uittreding een daling van het kapitaal van VIVAQUA ten belope van de aandelen van de uittredende gemeenten met zich meebrengt;

Overwegende dat de voornoemde ordonnantie van 23 juni 2017 het volgende bepaalt: *"Niettegenstaande elke andersluidende bepaling in de aktes van de fusie, wordt op 31 december 2016 verondersteld te zijn voldaan aan de opschortende voorwaarden die gekoppeld zijn aan elke fusie tussen de wateroperatoren bedoeld in Hoofdstuk III van de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid, die regelmatig werden goedgekeurd door de bevoegde organen vóór 31 december 2016, op voorwaarde dat aan die opschortende voorwaarden is voldaan uiterlijk op 31 december 2017 en voor zover de mandatarissen die daartoe geldig zijn aangewezen door de Algemene Vergadering bij de goedkeuring van de akte tot fusie van die operatoren vaststellen dat aan die voorwaarden is voldaan"*;

Overwegende dat, voor zover nodig, de overdracht van de bevoegdheid om de verwezenlijking van de opschortende voorwaarden vast te stellen moet worden verlengd tot de datum van de effectieve vaststelling van de fusie;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1 :

De Vlaamse gemeenten die hier tot nu toe om hebben verzocht, met ingang van 1 januari 2018, uit VIVAQUA te laten uittreden - alsook de gemeenten die hier later om zouden verzoeken, maar vóór de buitengewone zitting van VIVAQUA van 29 september 2017 - volgens de voorwaarden van de intentieverklaring die VIVAQUA, vertegenwoordigd door zijn Raad van Zaakvoerders, en de Vlaamse gemeenten op 10 mei 2017 hebben ondertekend (beslissing van de RvB van VIVAQUA van 24 mei 2017);

Artikel 2 :

De vaststelling van de daling van het maatschappelijk kapitaal ten gevolge van de voornoemde uittredingen en andere statutaire wijzigingen die daaruit voortvloeien, met ingang van 1 januari 2018, goed te keuren;

- a. Wijziging van alinea 2 van artikel 5 ten gevolge van de voornoemde daling van het maatschappelijk kapitaal: *"Het maatschappelijk kapitaal is volledig geplaatst en het vaste gedeelte van het maatschappelijk kapitaal is vastgesteld op ... euro."*
- b. Wijziging van artikel 6 met de lijst van de vennoten en het aantal aandelen die ze bezitten ten gevolge van de voornoemde uittredingen: *"Het maatschappelijk kapitaal wordt gevormd door de inschrijvingen op volgende aandelen, die*

volgestort zijn:

Het kapitaal dat "A" genoemd wordt en dat gevormd wordt door de aandelen bestemd voor de volgende gemeenten:

Samen: ... aandelen

Het kapitaal dat "B" genoemd wordt en dat gevormd wordt door de aandelen bestemd voor de IECBW.

Aan de IECBW : veertien maatschappelijke aandelen

Artikel 3 :

De gemeentelijke vertegenwoordigers op de buitengewone zitting van de Algemene Vergadering van VIVAQUA van 29 september 2017 volmacht te geven om in te stemmen met de uittreding van de Vlaamse gemeenten volgens dezelfde voorwaarden;

Artikel 4 :

Voor zover nodig, tot de datum waarop de fusie daadwerkelijk wordt vastgesteld, de bevoegdheden te bevestigen en te verlengen die werden toegekend aan de Raad van Zaakvoerders van VIVAQUA, in haar negende resolutie, door de Algemene Vergadering op haar buitengewone zitting van 8 november 2016 waarop de fusie werd goedgekeurd om de verwezenlijking van de opschortende voorwaarden voor deze fusie vast te stellen.

Artikel 5 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

SECTEUR FINANCIER - SECTOR FINANCIËN

28.09.2017/A/0007 Création d'un fonds de réserve ordinaire - Programme pluriannuel "Politique de la Ville par le développement des quartiers"

Le Conseil, réuni en séance publique;

Vu l'arrêté du 28.06.2017 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'octroi d'une subvention dans le cadre du programme pluriannuel 2017-2020 "Politique de la Ville par le développement des quartiers";

Considérant que le droit constaté de la subvention de 433.183,40 € a été comptabilisé à la F 93026/465-01 de l'exercice 2017 sous le numéro 2017006615;

Considérant que l'usage d'un fonds de réserve ordinaire pourra couvrir les dépenses des budgets futurs;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'arrêté royal du 02.08.1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Décide :

Article 1 :

De constituer un fonds de réserve "Politique de la Ville par le développement des quartiers", par prélèvement du service ordinaire.

Article 2 :

De comptabiliser le prélèvement de 433.183,40€ sur la F 93026/954-01 du budget ordinaire de l'exercice 2017, sous réserve de l'approbation de la modification budgétaire.

Article 3 :

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Oprichting van een gewoon reservefonds - Meerjarenprogramma "Stadsbeleid via wijkontwikkeling"

De Raad, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op het besluit dd. 28.06.2017 van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering betreffende de toekenning van een toelage in het kader van het meerjarenprogramma 2017-2020 "Stadsbeleid via wijkontwikkeling";

Overwegende dat het vastgesteld recht van de toelage van 433.183,40€ werd geboekt op F 93026/465-01 van het dienstjaar 2017 onder nummer 2017006615;

Overwegende dat het gebruik van een gewoon reservefonds de uitgaven van de toekomstige begrotingen zal kunnen dekken;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het koninklijk besluit dd. 02.08.1990, houdende algemeen reglement inzake de gemeentelijke boekhouding;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het

administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteverhuden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

Besluit :

Artikel 1 :

Een gewoon reservefonds "Stadsbeleid via wijkontwikkeling" op te richten, door overboeking op de gewone dienst.

Artikel 2 :

De overboeking van 433.183,40€ te boeken op functie 93026/954-01 van de gewone begroting van het dienstjaar 2017, onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingswijziging.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

28.09.2017/A/0008 Fabrique d'Eglise Notre-Dame Immaculée - Compte de l'exercice 2016. Avis.

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu le compte pour l'exercice 2016 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame Immaculée, arrêté par son Conseil de fabrique comme suit:

	Recettes	Dépenses	Excédent
Compte pour l'exercice 2016	35.897,26€	22.514,83€	13.382,43€

Considérant que le compte 2016 est accompagné d'un bilan de la Fabrique d'Eglise établi au 31 décembre 2016 et se clôture par un excédent sans intervention pécuniaire de la commune;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'émettre un AVIS FAVORABLE au sujet de l'approbation par l'autorité supérieure du compte pour l'exercice 2016 de la Fabrique d'église Notre-Dame Immaculée.

Article 2 :

De transmettre au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale la présente délibération et le dossier en quatre exemplaires.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 17 votes positifs, 8 abstentions.

Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Onbevlekt - Rekening voor het dienstjaar 2016.

Advies.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op de rekening voor het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Onbevlekt, afgesloten door haar kerkraad als volgt:

	Ontvangsten	Uitgaven	Overschot
Rekening voor het dienstjaar 2016	35.897,26€	22.514,83€	13.382,43€

Overwegende dat de rekening 2016 zich met een overschot afsluit zonder financiële tussenkomst van de gemeente en dat de balans van de Kerkfabriek op datum van 31 december 2016 werd toegevoegd;

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een GUNSTIG ADVIES uit te brengen nopens de goedkeuring door de hogere overheid van de rekening voor het dienstjaar 2016 van de kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Onbevlekt.

Artikel 2 :

Onderhavige beraadslaging en het dossier in viervoud over te maken aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 17 positieve stemmen, 8 onthoudingen.

28.09.2017/A/0009 **Fabrique d'Eglise Notre-Dame Immaculée – Budget de l'exercice 2018. Avis.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu le budget pour l'exercice 2018 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame Immaculée, arrêté par son Conseil de fabrique comme suit :

	Recettes	Dépenses	Excéc
Budget pour l'exercice 2018	51.918,59€	51.918,59€	0,00

Considérant que le budget 2018 se clôture en équilibre tenant compte d'un subside extraordinaire de la commune de 15.000,00€ dans le cadre des procédures judiciaires, des frais d'expertises et des honoraires juridiques pour une mission de conseil juridique;

Considérant que nous disposons d'un bilan établi par la Fabrique d'Eglise Notre-Dame Immaculée au 31 décembre 2016, qui nous permet de constater que la Fabrique d'Eglise Notre-Dame Immaculée dispose de titres (Goldwasser) pour 7.180,20 € et des liquidités pour 22.634,29€;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'émettre un AVIS FAVORABLE au sujet de l'approbation par l'autorité supérieure du budget pour l'exercice 2018 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame Immaculée.

Article 2 :

De transmettre au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale la présente délibération

et le dossier en 4 exemplaires.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 17 votes positifs, 8 abstentions.

Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Onbevlekt - Begroting voor het dienstjaar 2018.
Advies.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2018 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Onbevlekt, afgesloten als volgt door haar kerkraad:

	Ontvangsten	Uitgaven	Ov
Begroting voor het dienstjaar 2018	51.918,59€	51.918,59€	0

Overwegende dat de begroting 2018 afgesloten wordt met een evenwicht rekening houdend met een buitengewone toelage van de gemeente van 15.000,00€ in het kader van juridische procedures, expertisekosten en juridische honoraria met betrekking tot een opdracht van juridisch advies;

Overwegende dat de we een vermogensstaat, gevestigd op 31 december 2016, van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Onbevlekt bezitten, wat ons toelaat vast te stellen dat de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Onbevlekt in het bezit is van effecten (Goldwasser) voor 7.180,20€ en liquide middelen bezit voor 22.634,29€;

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een GUNSTIG ADVIES uit te brengen nopens de goedkeuring door de hogere overheid betreffende de begroting voor het dienstjaar 2018 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Onbevlekt.

Artikel 2 :

Onderhavige beraadslaging en het dossier in 4 exemplaren over te maken aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 17 positieve stemmen, 8 onthoudingen.

28.09.2017/A/0010 **Fabrique d'Eglise de Saint-Joseph – Budget de l'exercice 2018. Avis.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique ;

Vu le budget pour l'exercice 2018 de la Fabrique d'Eglise de Saint-Joseph, arrêté par son Conseil de fabrique le 12 août 2017 comme suit :

	Recettes	Dépenses	Excédent
Budget pour l'exercice 2018	80.960,72 €	80.960,72 €	0,00 €

Considérant que le budget 2018 se clôture en équilibre sans intervention pécuniaire de la commune ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1 :

D'émettre un AVIS FAVORABLE au sujet de l'approbation par l'autorité supérieure du budget pour l'exercice 2018 de la Fabrique d'Eglise de Saint-Joseph.

Article 2 :

De transmettre au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale la présente délibération et le dossier en 4 exemplaires.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 17 votes positifs, 8 abstentions.

Kerkfabriek van Sint-Jozef - Begroting voor het dienstjaar 2018. Advies.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2018 van de Kerkfabriek Sint-Jozef, afgesloten als volgt door haar kerkraad op 12 augustus 2017:

	Ontvangsten	Uitgaven	
Begroting voor het dienstjaar 2018	80.960,72 €	80.960,72 €	

Overwegende dat de begroting 2018 een evenwicht vertoont zonder financiële tussenkomst van de gemeente;

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een GUNSTIG ADVIES uit te brengen nopens de goedkeuring door de hogere overheid betreffende de begroting voor het dienstjaar 2018 van de Kerkfabriek Sint-Jozef.

Artikel 2 :

Onderhavige beraadslaging en het dossier in 4 exemplaren over te maken aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 17 positieve stemmen, 8 onthoudingen.

28.09.2017/A/0011 **Dotation communale ordinaire à la Zone de police 5344 pour l'exercice 2017. Adaptation.**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (LPI) et notamment les articles 26, 40, 41, 71, 72, 73 et 76;

Vu la circulaire du 18 août 2016 du Service Public Régional de Bruxelles concernant l'élaboration des budgets 2017 des communes bruxelloises;

Vu sa délibération du 26 janvier 2017, approuvant ledit budget 2017 avec une dotation communale ordinaire à la Zone de police 5344 de 12.537.978,27 €;

Vu la lettre du 5 janvier 2017 de la Zone de police 5344, nous transmettant le montant de la dotation communale ordinaire de 12.528.290,62 € à charge de la commune d'Evere pour l'exercice 2017;

Vu sa délibération du 29 juin 2017, approuvant la modification budgétaire n° 01 (service ordinaire) du budget 2017 qui prévoit une diminution du crédit budgétaire de la dotation ordinaire de 9.687,65 €;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

D'adapter la dotation communale ordinaire de l'exercice 2017 à la Zone de police 5344 à hauteur de 12.528.290,62 €:

- 12.478.476,67 € à l'article budgétaire 3300106/435-01, soit une augmentation de 312,35 € ;
- 49.813,95 € à l'article budgétaire 3300206/435-01, soit une diminution de 10.000,00 €.

Article 2 :

De transmettre la présente délibération en double expédition à la Zone de police 5344.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être soumise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

**Gewone gemeentelijke toelage aan de Politiezone 5344 voor het dienstjaar 2017.
Aanpassing.**

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus (WGP) en in het bijzonder de artikelen 26, 40, 41, 71, 72, 73 en 76;

Gelet op de omzendbrief dd. 18 augustus 2016 van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel betreffende het opstellen van de begrotingen voor 2017 van de Brusselse gemeenten;

Gelet op de beraadslaging dd. 26 januari 2017, houdende goedkeuring van voormelde begroting 2017 met een gewone gemeentelijke toelage aan de Politiezone 5344 van 12.537.978,27 €;

Gelet op de brief dd. 5 januari 2017 van de Politiezone 5344 met de bevestiging van het bedrag van de gewone gemeentelijke toelage van 12.528.290,67 € ten laste van de gemeente Evere voor het dienstjaar 2017;

Gelet op zijn beraadslaging dd. 29 juni 2017 die begrotingswijziging nr 01 (gewone dienst) van de begroting 2017 goedkeurt, die een vermindering voorziet van het begrotingskrediet van de gewone toelage van 9.687,67 €;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1 :

De gewone gemeentelijke toelage voor het dienstjaar 2017 aan de Politiezone 5344 aan te passen naar 12.528.290,62 €:

- 12.478.476,67 € op begrotingsartikel 3300106/435-01, hetzij een verhoging van 312,35 €;
- 49.813,95 € op begrotingsartikel 3300206/435-01, hetzij een vermindering van 10.000,00 €.

Artikel 2 :

Onderhavige beraadslaging in tweevoud over te maken aan de Politiezone 5344.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

28.09.2017/A/0012 **Dotation communale extraordinaire à la Zone de police 5344 pour l'exercice 2017.**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (LPI) et notamment les articles 26, 40, 41, 71, 72, 73 et 76;

Vu la circulaire du 18 août 2016 du Service Public Régional de Bruxelles concernant l'élaboration des budgets 2017 des communes bruxelloises;

Vu la lettre du 1 mars 2017 de la Zone de police 5344, nous transmettant le dossier des caméras;

Vu l'estimation financière du dossier des caméras par le secteur des travaux de l'administration communale à 250.000,00€;

Vu sa délibération du 29 juin 2017, approuvant la modification budgétaire n° 02 (service extraordinaire) du budget 2017, qui prévoit un crédit budgétaire de 250.000,00€ à l'article budgétaire 33006/635-51;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

D'octroyer à la Zone de police 5344 un subside extraordinaire de 250.000,00€, conformément au dossier des caméras pour l'exercice 2017 et au vu des copies des factures certifiées conformes présentées par la Zone de police 5344.

Article 2 :

De comptabiliser la dépense à l'article budgétaire 33006/635-51 du service extraordinaire du budget pour l'exercice 2017 et de financer la dépense par le boni.

Article 3 :

De transmettre la présente délibération en double expédition à la Zone de police 5344.

Article 4 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être soumise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Buitengewone gemeentelijke toelage aan de Politiezone 5344 voor het dienstjaar 2017.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus (WGP) en in het bijzonder de artikelen 26, 40, 41, 71, 72, 73 en 76;

Gelet op de omzendbrief dd. 18 augustus 2016 van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel betreffende het opstellen van de begrotingen voor 2017 van de Brusselse gemeenten;

Gelet op de brief dd. 1 maart 2017 van de Politiezone 5344 omtrent het dossier van de camera's;

Gelet op de financiële raming van 250.000,00€ van het dossier van de camera's door de sector werken van de gemeentelijke administratie;

Gelet op zijn beraadslaging dd. 29 juni 2017 die begrotingswijziging nr 02 (buitengewone dienst) van de begroting 2017 goedkeurt, die een begrotingskrediet voorziet van 250.000,00€ op begrotingsartikel 33006/635-51;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een buitengewone toelage van 250.000,00 € toe te kennen aan de Politiezone 5344, overeenkomstig het dossier van de camera's voor het dienstjaar 2017 en bij voorlegging van de eensluidend verklaarde kopieën van de facturen door de Politiezone 5344.

Artikel 2 :

De uitgave te boeken op begrotingsartikel 33006/635-51 van de buitengewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2017 en deze met batig saldo te financieren.

Artikel 3 :

Onderhavige beraadslaging in tweevoud over te maken aan de Politiezone 5344.

Artikel 4 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

28.09.2017/A/0013 Dotation communale à l'a.s.b.l. Triton pour l'exercice 2017 – Adaptation.

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu sa délibération du 26 mars 2015, approuvant la convention entre la commune d'Evere et l'a.s.b.l. Triton ;

Vu le budget de l'a.s.b.l. Triton pour l'exercice 2017, ratifié par le Bureau de gestion de l'a.s.b.l. lors de sa réunion du 8 septembre 2016 ;

Vu sa délibération du 26 janvier 2017, approuvant ledit budget 2017 avec une dotation communale de
499.400,00 € ;

Vu la lettre de l'a.s.b.l. Triton du 25 avril 2017, nous demandant de compenser la perte de 12 mois de loyer à la suite de la nouvelle convention prévoyant, pour des raisons juridiques, que le loyer mensuel de 900,00 € de la salle de boxe soit versé directement à la commune ;

Vu sa délibération du 29 juin 2017, approuvant les comptes de l'a.s.b.l. Triton de l'exercice 2016 avec un boni de 76.598,89 € ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

De fixer le montant de la dotation de l'a.s.b.l. Triton pour l'exercice 2017 à 433.601,11 €, soit une diminution de 65.798,89 €.

Article 2 :

De transmettre la présente délibération en double expédition à l'a.s.b.l. Triton.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être soumise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Gemeentelijke dotatie aan de v.z.w. Triton voor het dienstjaar 2017 – Aanpassing.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op de beraadslaging dd. 26 maart 2015, die de conventie goedkeurt tussen de gemeente Evere en de v.z.w. Triton;

Gelet op de begroting van de v.z.w. Triton voor het dienstjaar 2017, bekrachtigd door het Bureau in zitting van 8 september 2016;

Gelet op de beraadslaging dd. 26 januari 2017, houdende goedkeuring van voormelde begroting 2017 met een gemeentelijke toelage van 499.400,00 €;

Gelet op de brief dd. 25 april 2017 van de v.z.w. Triton met de vraag het verlies van 12 maanden huurgeld te compenseren als gevolg van de nieuwe conventie die erin voorziet, omwille van juridische redenen, dat de maandelijkse huur van 900,00 € voor de boksruimte rechtstreeks wordt betaald aan de gemeente;

Gelet op de beraadslaging dd. 29 juni 2017, houdende goedkeuring van de rekeningen van de v.z.w. Triton voor het dienstjaar 2016 met een batig saldo van 76.598,89 €;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

BESLUIT :

Artikel 1 :

De dotatie van de v.z.w. Triton voor het dienstjaar 2017 vast te stellen op 433.601,11 €, hetzij een vermindering van 65.798,89 €.

Artikel 2 :

Onderhavige beraadslaging over te maken aan de v.z.w. Triton.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

28.09.2017/A/0014 **Adaptation du subside extraordinaire à l'a.s.b.l. Triton pour l'exercice 2017 et adaptation du tableau d'investissements en conséquence.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu sa délibération du 26 mars 2015, approuvant la convention entre la commune d'Evere et l'a.s.b.l. Triton;

Vu le budget de l'a.s.b.l. Triton pour l'exercice 2017, ratifié par le Bureau de gestion de l'a.s.b.l. lors de sa réunion du 8 septembre 2016 et le tableau d'investissements en marge du budget;

Vu sa délibération du 26 janvier 2017, décidant d'octroyer un subside extraordinaire de 59.000,00 €, conformément au projet d'investissements pour l'exercice 2017;

Vu la lettre de l'a.s.b.l. Triton du 23 mai 2017, nous transmettant la demande d'adapter le tableau d'investissements pour l'exercice 2017 afin de pouvoir continuer la rénovation et l'entretien du bâtiment ainsi que la remise en conformité des installations;

Vu sa délibération du 29 juin 2017, approuvant la modification budgétaire n° 02 (service extraordinaire) du budget 2017 qui prévoit une augmentation du crédit budgétaire de la dotation extraordinaire de 88.600,00 €;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

D'adapter le tableau d'investissement pour l'exercice 2017 de l'a.s.b.l. Triton, et de l'adopter comme suit :

<u>Matériel</u>	<u>Crédit initial</u>	<u>M.B.</u>
Remplacement du défibrillateur automatique	3.000,00 €	
Rénovation des grilles de ventilation en zone piscine + pédiluve extérieur	14.500,00 €	
Remplacement d'une chaise maître-nageur (grand bassin)	3.000,00 €	
Achat d'une structure gonflable	6.000,00 €	
Achat d'un monte-escalier pour les moins-valides	10.000,00 €	
Extension du système de communication interne	3.000,00 €	
Rénovation des serrures des casiers	2.000,00 €	
Rénovation de la menuiserie extérieure - zone des douches au sous-sol	2.000,00 €	
Achat d'une planche aquafit floatfit	6.500,00 €	
Achat d'un distributeur de snacks	9.000,00 €	
Remise en conformité du tableau électrique du jacuzzi		9.000,00 €
Remplacement du volet de la caisse		3.100,00 €
Mise en conformité du système de détection incendie		2.500,00 €
Remplacement d'un chloromètre		8.000,00 €
Remplacement de la menuiserie au sous-sol		5.000,00 €
Rénovation des commandes électroniques de la ciblerie du stand de tir		12.000,00 €
Rénovation de la tuyauterie de la boucle sanitaire		49.000,00 €
<u>TOTAL :</u>	<u>59.000,00 €</u>	<u>88.600,00 €</u>

Article 2 :

D'adapter le subside extraordinaire à l'a.s.b.l. Triton à hauteur de 147.600,00 €, soit une augmentation de 88.600,00 €.

Article 3 :

De transmettre la présente délibération en double expédition à l'a.s.b.l. Triton.

Article 4 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être soumise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Aanpassing van de buitengewone toelage aan de v.z.w. Triton voor het dienstjaar

2017 en dienovereenkomstig aanpassing van de investeringstabel.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op zijn beraadslaging dd. 26 maart 2015, die de conventie goedkeurt tussen de gemeente Evere en de v.z.w. Triton;

Gelet op de begroting van de v.z.w. Triton voor het dienstjaar 2017, bekrachtigd door het Bureau in zitting van 8 september 2016, en de investeringstabel in de marge van voornoemde begroting;

Gelet op zijn beraadslaging dd. 26 januari 2017, waarin beslist werd een buitengewone toelage van 59.000,00 € toe te kennen aan de v.z.w. Triton, overeenkomstig het ontwerp van investeringen voor het dienstjaar 2017;

Gelet op de brief dd. 23 mei 2017 van de v.z.w. Triton met de vraag de investeringstabel voor het dienstjaar 2017 aan te passen teneinde de renovatie en het onderhoud van het gebouw voort te zetten, evenals het herstellen van het conform zijn van de installaties;

Gelet op zijn beraadslaging dd. 29 juni 2017 die begrotingswijziging nr 02 (buitengewone dienst) van de begroting 2017 goedkeurt die een verhoging voorziet van het begrotingskrediet van de buitengewone dotatie van 88.600,00 €;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen:

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het ontwerp van de investeringstabel voor het dienstjaar 2017 van de v.z.w. Triton, aan te passen en als volgt, goed te keuren:

<u>Materiaal</u>	<u>Initieel krediet</u>	<u>B.W.</u>
Vervanging van de automatische defibrillator	3.000,00 €	
Vernieuwing van de ventilatieroosters in de zwemzone + voetbad buiten	14.500,00 €	
Vervanging van een stoel voor de badmeester (groot zwembad)	3.000,00 €	
Aankoop van een opblaasbare structuur	6.000,00 €	
Aankoop van een traplift voor mindervaliden	10.000,00 €	
Uitbreiding van het intern communicatiesysteem	3.000,00 €	
Vernieuwing van de sloten van de lockers	2.000,00 €	
Vernieuwing van het extern timmerwerk - douchezone in de kelder	2.000,00 €	
Aankoop van een plank aquafit floatfit	6.500,00 €	

Aankoop van een verdeler van snacks	9.000,00 €	
Herstellen van de naleving van het elektrisch schakelbord van de jacuzzi		9.000,00 €
Vervanging van het rolluik van de kassa		3.100,00 €
Naleving van het systeem van de brandmeldinstallatie		2.500,00 €
Vervanging van een chloormeter		8.000,00 €
Vervangen van het houtwerk in de kelderverdieping		5.000,00 €
Renovatie van de elektronische besturingen van de schietbaandoelwitten		12.000,00 €
Renovatie van de leidingen van het sanitaire circuit		49.000,00 €
TOTAL :	59.000,00 €	88.600,00 €

Artikel 2 :

De buitengewone toelage voor het dienstjaar 2017 aan de v.w.z. Triton aan te passen naar 147.600,00 €, hetzij een verhoging van 88.600,00 €.

Artikel 3 :

Onderhavige beraadslaging over te maken aan de v.z.w. Triton.

Artikel 4 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

SECTEUR VIE CITOYENNE - SECTOR MAATSCHAPPELIJK LEVEN

28.09.2017/A/0015 Octroi d'un subside à l'ASBL CNCD-11.11.11.

Le Conseil, réuni en séance publique;

Vu le crédit inscrit à l'article budgétaire 150/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2017 concernant des subsides aux associations de type "Solidarité entre les peuples";

Vu la demande introduite par l'ASBL CNCD-11.11.11 pour devenir une commune solidaire et contribuer ainsi au soutien de plus de 50 programmes de développement dans les régions les plus pauvres du monde qui visent à mettre en œuvre des solutions réelles et durables à la pauvreté et aux injustices, ainsi que des programmes d'éducation à la citoyenneté mondiale en Belgique;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'allouer un subside de 300,00€ à :

ASBL CNCD-11.11.11

Quai du Commerce 9

1000 Bruxelles

N.E. : 0421 207 751

Article 2 :

De comptabiliser cette dépense de 300,00€ à l'article budgétaire 150/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2017.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Toekenning van een subsidie aan de VZW CNCD-11.11.11.

De Raad, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op het krediet ingeschreven op begrotingsartikel 150/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017, houdende toekenning van subsidies aan verenigingen type "Solidariteit tussen de volkeren";

Gelet op de aanvraag ingediend door de vzw CNCD-11.11.11 om een solidaire gemeente te worden en zo bij te dragen aan de ondersteuning van meer dan 50 ontwikkelingsprogramma's in de armste regio's ter wereld die erop gericht zijn reële en duurzame oplossingen aan te reiken voor armoede en onrecht, alsook van educatieprogramma's inzake wereldburgerschap in België;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeente van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een subsidie van 300,00€ toe te kennen aan :

VZW CNCD-11.11.11

Handelskaai 9

1000 Brussel

O.N. : 0421 207 751

Artikel 2 :

Deze uitgaven van 300,00€ te boeken op begrotingsartikel 150/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst van de beraadslagingen die aan de toezichthoudende overheid dient overgemaakt te worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

28.09.2017/A/0016 **Octroi d'un subside à l'ASBL Centre Salvador Allende.**

Le Conseil, réuni en séance publique;

Vu le crédit inscrit à l'article budgétaire 150/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2017 concernant des subsides aux associations de type "Solidarité entre les peuples";

Vu le rapport d'activités introduit par l'ASBL Centre Salvador Allende concernant le prix attribué aux films qui promeuvent les idées de la démocratie et de lutte contre l'extrémisme (Prix Salvador Allende);

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'allouer un subside de 2.000,00€ pour la remise du prix Salvador Allende à :
ASBL Centre Salvador Allende
Rue Wayenberg, 22 bte 10
1050 Ixelles
N.E. : 0898.317.394

Article 2 :

De comptabiliser cette dépense de 2.000,00€ à l'article budgétaire 150/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2017.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
25 votants : 25 votes positifs.

Toekenning van een subsidie aan de VZW Centre Salvador Allende.

De Raad, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op het krediet ingeschreven op begrotingsartikel 150/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017, houdende toekenning van subsidies aan verenigingen type "Solidariteit tussen de volkeren";

Gelet het activiteitenrapport ingediend door de VZW Centre Salvador Allende betreffende de prijs toegekend aan films die het democratische ideeëngoed en de strijd tegen het extremisme promoten (Prijs Salvador Allende);

Gelet op de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeente van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een subsidie van 2.000,00€ toe te kennen voor de prijsuitreiking Salvador Allende aan
:
VZW Centre Salvador Allende
Waaienbergstraat, 22 bus 10
1050 Elsene
O.N. : 0898.317.394

Artikel 2 :

Deze uitgaven van 2.000,00€ te boeken op begrotingsartikel 150/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst van de beraadslagingen die aan de toezichthoudende overheid dient overgemaakt te worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
25 stemmers : 25 positieve stemmen.

28.09.2017/A/0017 **Convention de partenariat entre la commune d'Evere et Actiris - Projet local « Au boulot 2.0 »**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la convention de collaboration entre la commune d'Evere et Actiris dans le cadre de la Maison de l'emploi d'Evere adoptée par la conseil communal du 25.09.2014 ;

Considérant que la commune d'Evere et Actiris souhaitent collaborer dans le cadre des projets locaux et ont déposé un dossier « Au Boulot 2.0 » ;

Considérant qu'Actiris a approuvé le dossier le 01.08.2017 et attribue un subside de 11.000,00 € à la commune qui sera inscrit via modification budgétaire sur l'article budgétaire 520/465-01 ;

Vu la proposition de convention transmise par Actiris;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du collège des Bourgmestres et Echevins;

DECIDE:

Article1 :

D'approuver la convention, en annexe, entre la commune d'Evere et Actiris - Projet local - Au boulot 2.0.

Article2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
25 votants : 25 votes positifs.

Partnerschapsovereenkomst tussen de gemeente Evere en Actiris - Lokaal project "Aan het werk 2.0"

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Evere en Actiris in het kader van het Jobhuis van Evere goedgekeurd door de gemeenteraad van 25.09.2014;

Overwegende dat de gemeente Evere en Actiris wensen samen te werken in het kader van lokale projecten en een dossier "Aan het Werk 2.0" hebben neergelegd;

Overwegende dat Actiris het dossier heeft goedgekeurd op 01.08.2017 en de gemeente een subsidie van 11.000,00 € toekent die ingeschreven zal worden via begrotingswijziging op het begrotingsartikel 520/465-01;

Gelet op het voorstel van overeenkomst overgemaakt door Actiris;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De overeenkomst tussen de gemeente Evere en Actiris - Lokaal project - "Aan het werk 2.0", als bijlage, goed te keuren.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
25 stemmers : 25 positieve stemmen.

28.09.2017/A/0018 **Subside à l'asbl La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la convention de collaboration entre la commune d'Evere et l'asbl La cohésion sociale d'Evere - Actions communautaires adoptée par le conseil communal le 29.06.2017 ;

Vu la nécessité d'organiser des activités destinées aux enfants et jeunes fragilisés pendant les vacances scolaires ;

Vu le montant de 15.000,00€ inscrit via modification budgétaire à l'article budgétaire 30022/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2017, accordant des subsides aux organismes au service des ménages ;

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1:

D'octroyer un subside de 15.000,00 € à l'asbl La cohésion sociale d'Evere - Actions communautaires.

La cohésion sociale d'Evere - Actions communautaires Asbl

Square S. Hoedemaekers 10 - 1140 Evere

NE: 0462.885.879.

Article 2:

De comptabiliser cette dépense à l'article budgétaire 30022/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2017.

Article 3:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de la tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Toelage aan de vzw La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst, als bijlage, tussen de gemeente Evere en de vzw La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires goedgekeurd door de gemeenteraad van 29.06.2017;

Gelet op de noodzaak om activiteiten voor kwetsbare kinderen en jongeren te organiseren tijdens de schoolvakanties;

Gelet op het krediet van 15.000,00 € ingeschreven via begrotingswijziging op het begrotingsartikel 30022/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017, houdende de toekenning van toelagen aan de instellingen ten dienste van de gezinnen;

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratieve toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1:

Een toelage van 15.000,00 € toe te kennen aan de vzw La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires.

La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires VZW

S. Hoedemaekerssquare 10 - 1140 Evere

ON: 0462.885.879

Artikel 2:

Die uitgave op het begrotingsartikel 30022/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

Artikel 3:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

28.09.2017/A/0019 **Octroi d'un subside à l'asbl 'Scholengemeenschap Groot-Bos-aan-Zee' - Année scolaire 2017-2018**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu le décret relatif à l'Enseignement fondamental néerlandophone (Basisonderwijs) du 25.02.1997, notamment les articles 125 bis à 125quaterdecies ;

Vu l'article 28 de la loi du 22.12.1986 relatif aux intercommunales ;

Considérant qu'un pouvoir organisateur a la possibilité de former dans le cadre de son enseignement fondamental un "scholengemeenschap" avec d'autres pouvoirs organisateurs ;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins du 04.03.2014 relative à l'affiliation de l'école communale Everheide au "scholengemeenschap Groot-Bos-aan-Zee" ;

Vu le crédit de 1.000,00 € inscrit sur l'article budgétaire 7223504/433-01 du budget ordinaire de l'exercice 2017;

Vu la loi du 16.07.1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'allouer un subside de 1.000,00 € à l'asbl 'Scholengemeenschap Groot-Bos-aan-Zee' pour l'année scolaire 2017-2018.

VZW Scholengemeenschap Groot-Bos-aan-Zee

Avenue Charles Thielemans 93

1150 Woluwe-Saint-Pierre

NE : 0676-457-214

Article 2 :

De comptabiliser la dépense de 1.000,00 € sur l'article budgétaire 7223504/433-01 du budget ordinaire de l'exercice 2017.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Toekenning van een subsidie aan de VZW 'Scholengemeenschap Groot-Bos-aan-Zee' - Schooljaar 2017-2018

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25.02.1997, in het bijzonder de artikelen 125bis tot en met 125quaterdecies;

Gelet op het artikel 28 van de wet van 22.12.1986 betreffende de intercommunales;

Overwegende dat een schoolbestuur in het kader van de organisatie van zijn basisonderwijs een scholengemeenschap kan vormen met onderwijsinstellingen van andere schoolbesturen;

Gelet op de beslissing van het college van Burgemeester en Schepenen dd. 04.03.2014 betreffende de toetreding van de GBS Everheide tot de scholengemeenschap Groot-Bos-aan-Zee;

Gelet op het krediet van 1.000,00 € ingeschreven op het begrotingsartikel 7223504/433-01 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017;

Gelet op de wet van 16.07.1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14.11.1983 met betrekking tot de controle op de toelagen en het gebruik van zekere subsidies;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende de regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1:

Een toelage van 1.000,00 € toe te kennen aan de VZW Scholengemeenschap Groot-Bos-aan-Zee voor het schooljaar 2017-2018.

VZW Scholengemeenschap Groot-Bos-aan-Zee

Charles Thielemanslaan 93

1150 Sint-Pieters-Woluwe

ON: 0676-457-214

Artikel 2:

De uitgave van 1.000,00 € op het begrotingsartikel 7223504/433-01 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

Artikel 3:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

28.09.2017/A/0020 **Convention de collaboration entre la commune d'Evere et l'asbl La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires dans le cadre des projets citoyens pour les écoliers d'Evere.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la volonté de la commune de réaliser des projets citoyens en faveur des écoliers d'Evere ;

Vu le projet de comédie musicale proposé par l'asbl La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires ;

Vu le crédit de 25.000,00€ inscrit à l'article budgétaire 72204/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2017 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1:

D'approuver la convention de collaboration, en annexe, entre la commune d'Evere et l'asbl La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires dans le cadre des projets citoyens pour les écoliers d'Evere.

Article 2:

D'octroyer un subside d'un montant de 25.000,00€ à l'asbl La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires.

La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires asbl

Rue des 2 maisons 32

1140 Evere

NE : 0462.885.879.

Article 3:

De comptabiliser la dépense de 25.00,00€ sur l'article budgétaire 72204/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2017.

Article 4:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de la tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Evere en de vzw La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires in het kader van burgerprojecten voor de Everse schoolkinderen.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de wens van de gemeente om burgerprojecten ten voordele van de Everse schoolkinderen te realiseren;

Gelet op het project van muzikale komedie voorgesteld door de vzw La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires;

Gelet op het krediet van 25.000,00€ ingeschreven op begrotingsartikel 72204/332-02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2017;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratieve toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1:

De samenwerkingsovereenkomst, als bijlage, tussen de gemeente Evere en de vzw La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires in het kader van burgerprojecten voor de Everse schoolkinderen goed te keuren.

Artikel 2:

Een subsidie van 25.000,00€ toe te kennen aan de vzw La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires.

La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires vzw

Twee Huizenstraat 32

1140 Evere

ON: 0462.885.879.

Artikel 3:

Deze uitgave van 25.000,00 € te boeken op begrotingsartikel 72204/332-02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2017.

Artikel 4:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

28.09.2017/A/0021 **Convention de collaboration entre l'asbl Brussels Basketball et la commune d'Evere.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la proposition de l'ASBL Brussels Basketball de lancer un programme basket qui a comme objectif le développement d'activités socio-éducatives en faveur des jeunes en difficultés ;

Considérant que le développement d'activités socio-éducatives est une des missions principales du service prévention ;

Vu la proposition de convention de collaboration élaborée par l'ASBL Brussels Basketball ;

Vu le crédit de 21.000,00 € inscrit à l'article budgétaire 764/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2017 accordant des subsides aux organismes au service des ménages ;

Considérant que l'article 2 de la convention susmentionnée indique qu'un subside de 1.000,00 € est à allouer à l'ASBL Brussels Basketball pour la mise en oeuvre de la convention ;

Considérant que le subside de 1.000,00 € à allouer à l'ASBL Brussels Basketball est repris dans les subsides alloués aux clubs sportifs pour 2017 ;

Considérant que ce projet n'aura pas de coût supplémentaire pour l'administration communale en 2017 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Sur la proposition du collège des Bourgmestre et Echevins :

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la convention de collaboration entre l'ASBL Brussels Basketball et la commune d'Evere, en annexe, pour la période du 01.10.2017 au 30.05.2018.

Article 2 :

D'allouer un montant de 1.000,00 € en subsides en faveur de :
asbl Brussels Basketball
Rue Paul Janson, 13
1020 Bruxelles
NE : 0816.954.388

Article 3 :

De comptabiliser cette dépense de 1.000,00 € sur l'article budgétaire 764/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2017.

Article 4 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Samenwerkingsovereenkomst tussen de vzw Brussels Basketball en de gemeente Evere.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het voorstel van de vzw Brussels Basketball om een basketbalprogramma op te starten met als doel sociaaleducatieve activiteiten ten voordele van kwetsbare jongeren te ontwikkelen;

Overwegende dat de ontwikkeling van sociaaleducatieve activiteiten één van de hoofdmissies van de preventiedienst is;

Gelet op het voorstel van samenwerkingsovereenkomst uitgewerkt door de vzw Brussels Basketball;

Gelet op het krediet van 21.000,00 € ingeschreven op het begrotingsartikel 764/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017, houdende toekenning van toelagen aan de instellingen ten dienste van de gezinnen;

Overwegende dat artikel 2 van de bovenvermelde overeenkomst bepaalt dat een subsidie van 1.000,00 € aan de vzw Brussels Basketball dient toegekend te worden ter uitvoering van de overeenkomst;

Overwegende dat de subsidie van 1.000,00 € toe te kennen aan de vzw Brussels Basketball opgenomen is in de toelagen toegekend aan de sportclubs voor 2017;

Overwegende dat dit project geen bijkomende kost zal hebben voor het gemeentebestuur in 2017;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen:

BESLUIT:

Artikel 1:

De samenwerkingsovereenkomst tussen de vzw Brussels Basketball en de gemeente Evere, als bijlage, voor de periode van 01.10.2017 tot en met 30.05.2018 goed te

keuren.

Artikel 2:

Een bedrag van 1.000,00 € aan subsidies toe te kennen ten voordele van:
vzw Brussels Basketball
Paul Jansonstraat, 13
1020 Brussel
ON: 0816.954.388

Artikel 3:

Deze uitgave van 1.000,00 € op het begrotingsartikel 764/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

Artikel 4:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid wordt overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
25 stemmers : 25 positieve stemmen.

28.09.2017/A/0022 **Fête de la Fédération Wallonie-Bruxelles du 27 septembre 2017 : rétrocession d'un subside à L'Entrela Centre culturel d'Evere.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu le crédit de 332.500,00€ inscrit sur l'article budgétaire 762/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2017, accordant des subsides aux organismes au service des ménages;

Vu l'octroi par la Commission communautaire française d'un subside de 4.955,00€ à la commune pour l'organisation de la Fête de la Fédération Wallonie-Bruxelles du 27 septembre 2017;

Considérant l'opportunité de rétrocéder ce subside à L'Entrela Centre Culturel d'Evere afin de lui déléguer l'organisation des festivités;

Vu le caractère financièrement neutre pour la commune;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

De rétrocéder le subside de 4.955,00€ octroyé par la Commission communautaire française à L'Entrela Centre Culturel d'Evere afin d'organiser la Fête de la Fédération

Wallonie-Bruxelles.

L'Entrela Centre Culturel d'Evere
Rue de Paris, 43
1140 Evere
NE : 0416.184.834

Article 2 :

De comptabiliser la dépense sur l'article budgétaire 762/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2017.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
25 votants : 25 votes positifs.

Feest van de Federation Wallonie-Bruxelles van 27 september 2017 : wederafstand van een toelage aan L'Entrela Centre culturel d'Evere.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het krediet van 332.500,00€ ingeschreven op het begrotingsartikel 762/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017, met betrekking tot de toelagen aan de instellingen ten dienste van de gezinnen;

Gelet op de toekenning door de Franse Gemeenschapscommissie aan de gemeente van een toelage van 4.955,00€ bestemd voor de organisatie van de het feest van de Fédération Wallonie-Bruxelles van 27 september 2017;

Overwegende de mogelijkheid om wederafstand te doen van deze subsidie aan L'Entrela Centre culturel d'Evere teneinde deze te machtigen de festiviteiten te organiseren;

Gelet op het financieel neutrale karakter van die operatie voor de gemeente;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De toelage van 4.955,00€ toegekend door de Franse Gemeenschapscommissie weder af te staan aan L'Entrela Centre Culturel d'Evere om het feest van de Fédération Wallonie-Bruxelles te organiseren.

L'Entrela Centre Culturel d'Evere
Parijsstraat, 43

Artikel 2 :

Deze uitgave op het begrotingsartikel 762/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

SECTEUR TRAVAUX PUBLICS - SECTOR OPENBARE WERKEN

28.09.2017/A/0023 **Convention Politique de la Ville 2017-2020 entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Evere.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'approbation du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 mai 2017 relative au projet de programme pluriannuel 2017-2020 dans le cadre de la Politique de la Ville par le Développement des Quartiers;

Vu l'introduction du dossier et la demande de subside auprès de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que le subside qui peut nous être octroyé est de 433.183,40€;

Considérant que l'obtention du subside est soumise à l'approbation d'une convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Evere;

Vu la proposition de convention;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la convention ci-jointe entre la Région de Bruxelles-Capitale et la

commune d'Evere.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Overeenkomst Stadsbeleid 2017-2020 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Evere.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de goedkeuring van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 mei 2017 betreffende het meerjarig ontwerpprogramma 2017-2020 in het kader van het Stadsbeleid via de Ontwikkeling van de Wijken;

Gelet op het indienen van het dossier en de aanvraag tot subsidie bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de subsidie die ons toegekend is ten belope van 433.183,40€ is;

Overwegende dat de toekenning van de subsidie onderworpen is aan de goedkeuring van een overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Evere;

Gelet op het voorstel van overeenkomst;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De overeenkomst in bijlage tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Evere goed te keuren.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

28.09.2017/A/0024 **Rénovation de l'infrastructure de proximité avenue du Gibet - Engagement d'accès aux installations subventionnées par les utilisateurs.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu l'appel à projets pour des infrastructures sportives communales de proximité;

Considérant que la commune a introduit une demande de subvention pour la rénovation de l'infrastructure de proximité située avenue du Gibet;

Considérant que, par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2017, un montant de 135.000,00€ a été octroyé à notre commune;

Considérant que, en vertu de l'article 2 de cet arrêté, les autorités communales doivent s'engager à garantir l'accès des installations aux utilisateurs et aux clubs des deux communautés;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

De garantir l'accès à l'infrastructure de proximité avenue du Gibet aux utilisateurs et aux clubs des deux communautés.

Article 2 :

De communiquer cette décision à l'autorité de Tutelle.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Renovatie van de buurtinfrastructuur Gibetlaan - Verbintenis voor de toegang van de gesubsidieerde installaties voor de gebruikers.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op de projectoproep voor gemeentelijke buurtsportinfrastructuur;

Overwegende dat de gemeente een toelageaanvraag heeft ingediend in het kader van de renovatie van de buurtinfrastructuur gelegen Gibetlaan;

Overwegende dat, per besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering dd 13 juli 2017 een toelage van 135.000,00€ aan onze gemeente werd toegekend;

Overwegende dat, in overeenstemming met artikel 2 van dit besluit, de gemeentelijke overheden zich ertoe moeten verbinden om de toegang tot de infrastructuur voor de gebruikers en de clubs van de beide gemeenschappen te waarborgen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratieftoezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De toegang tot de buurtinfrastructuur Gibetlaan voor de gebruikers en de clubs van beide gemeenschappen te waarborgen.

Artikel 2 :

Deze beslissing aan de toelageoverheden mee te delen.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

28.09.2017/A/0025 Plan de stationnement - Avenant à la concession existante.

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu la concession de service public, approuvée par le Conseil Communal du 25 novembre 2004, et les avenants approuvés par les Conseils Communaux du 24 janvier 2008, du 27 novembre 2008, du 24 octobre 2013, entre la Commune d'Evere et la s.a. Rauwers-Contrôle;

Vu que l'avenant de la concession, entre la commune d'Evere, la s.a. Rauwers-Contrôle et l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, approuvé par le conseil communal du 27 mars 2014, se limite au contrôle du stationnement;

Considérant que les phases précédentes du plan de stationnement ont donné des résultats positifs pour les commerçants, les habitants et les utilisateurs du domaine public en général;

Considérant que le projet d'avenant de la concession susmentionné prévoit le remplacement de 35 horodateurs et la transformation de 116 horodateurs, ces horodateurs devenant équipés d'un écran tactile (voir en annexe);

Vu l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique de

stationnement et la création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le Plan Régional de Politique de Stationnement existant;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver l'avenant à la concession du service public pour le stationnement du 18 janvier 2005, conformément au texte ci-joint, entre la commune d'Evere et la s.a. Rauwers-Contrôle.

L'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale sera informée de cette décision.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Parkeerplan - Wijziging aan de bestaande concessie.

De Raad, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de concessie van openbare dienst, goedgekeurd door de gemeenteraad van 25 november 2004, en zijn wijzigingen goedgekeurd door de Gemeenteraden van 24 januari 2008, 27 november 2010, 24 oktober 2013, tussen de Gemeente Evere en Rauwers-Controle;

Gezien dat de wijziging van de concessie, tussen de Gemeente Evere, Rauwers-Controle en het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, goedgekeurd door de gemeenteraad van 27 maart 2014, zich beperkt tot de controle op het parkeren;

Overwegende dat de vorige fases van het parkeerplan gunstige resultaten hebben opgeleverd voor de winkeliers, de bewoners en de gebruikers van het openbare domein in het algemeen;

Overwegende dat het ontwerp van wijziging van de bovenvermelde concessie voorziet in de vervanging van 35 parkeerautomaten en de aanpassing van 116 parkeerautomaten, deze parkeerautomaten zullen uitgerust zijn met een aanraakscherm (zie in bijlage);

Gelet op de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het bestaande Gewestelijk Parkeerbeleidsplan;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeente van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De wijziging van de bestaande concessie van openbare dienst voor het parkeren van 18 januari 2005, conform de bijgevoegde tekst, tussen de gemeente Evere en Rauwers-Controle goed te keuren. Het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt van deze beslissing op de hoogte gebracht.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

28.09.2017/A/0026 Règlement d'attribution des logements à prix conventionné.

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la décision du conseil communal en date du 23 juin 2011 de fixer les conditions pour la vente de deux terrains rue des Deux Maisons;

Considérant que le cahier des charges, régissant la vente, prévoit dans son article 16 des critères d'attribution des logements « conventionnés »;

Vu sa décision du 22 décembre 2011 fixant les critères d'attribution;

Considérant qu'il y a lieu de compléter ce règlement;

Vu la proposition « Règlement d'attribution de logements à prix conventionné » (Mode et critères d'attribution – rue des Deux Maisons);

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

DECIDE :

Article 1:

De retirer sa décision du 22 décembre 2011.

Article 2:

D'adopter le règlement d'attribution de logements à prix conventionné ci-annexé.

Article 3:

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle dans le cadre de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Reglement van toewijzing van woongelegenheden tegen geconventioneerde prijs.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gezien de beslissing van de gemeenteraad van 23 juni 2011 om de verkoopvoorwaarden van twee gronden in de Tweehuizenstraat vast te leggen;

Overwegende dat het bijzonder lastenboek dat deze verkoop regelt, in artikel 16 toewijzingscriteria voorziet voor de toewijzing van de "geconventioneerde" woningen;

Gezien zijn beslissing van 22 december 2011 die de toewijzingscriteria vastlegt;

Overwegende dat het nodig is dit reglement te vervolledigen;

Gezien het voorstel "Reglement van toewijzing van woongelegenheden tegen geconventioneerde prijs" (Wijze van gunning en criteria - Tweehuizenstraat);

Gezien artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLIST :

Artikel 1 :

Zijn beslissing van 22 december 2011 in te trekken.

Artikel 2 :

Het reglement van toewijzing van woongelegenheden tegen geconventioneerde prijs hierbij toegevoegd goed te keuren.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

28.09.2017/A/0027 **Acquisition d'un niveau à usage de crèche dans l'immeuble 123-125 rue Colonel Bourg - Décision de principe.**

Le CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant que depuis novembre 2016, l'opportunité est étudiée de prendre en location ou en acquisition deux espaces, au rez-de-chaussée et au 1er étage, appartenant à Securex dans l'immeuble sis au n°123-125 de la rue Colonel Bourg, encore tout récemment affectés à l'usage d'accueil de la petite enfance;

Considérant que le prix de vente annoncé par le propriétaire est de € 860.000 par niveau à majorer des frais;

Considérant qu'en cas d'achat groupé des deux niveaux, le prix de vente convenu serait de € 1.500.000 (+ hors frais);

Considérant que ce projet est à voir dans le cadre du nécessaire abandon prochain du préguardiennat Fonson (hors normes ONE), de l'opportunité de quitter l'implantation « Eau Vive » (louée à Everecity) et de l'ouverture d'une crèche néerlandophone en plus ou en remplacement de la crèche De Hummeltjes;

Vu la délibération du 29 juin 2017 relative à l'acquisition de deux niveaux à usage de crèche dans l'immeuble 123-125 rue Colonel Bourg - Décision de principe;

Considérant que des visites sur place ont été faites, que les organismes subsidiant (ONE, Kind & Gezin, FWB, VCG) ont été contactés et les accords de principe sont obtenus;

Considérant qu'il n'y a pas de subsides pour l'acquisition d'un tel bien;

Considérant que des demandes d'adaptation à nos besoins ont été présentées au propriétaire ;

Considérant que SECUREX a proposé 2 projets d'aménagement "Col. Bourg 123-125 REZ" et "Kol. Bourg 1ste verd." (plan schématique + budget de réalisation). Dans les deux cas, Securex et son partenaire Gexim aménageur d'espaces ont répondu aux demandes formulées par le service "milieux d'accueil de la petite enfance" validées par ONE;

Considérant que GO ! Onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap se portera acquéreur

du 1^{er} étage appartenant à Securex de l'immeuble précité au travers d'un acte de vente groupé;

Considérant que le budget d'aménagement pour le rez-de-chaussée est fixé à € 128.000 hors TVA;

Considérant que GO ! Onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap s'occupe indépendamment de la Commune de tous les aménagements requis pour la reconnaissance comme crèche et le droit aux subsides tant d'investissement que de fonctionnement pour ce 1^{er} étage;

Considérant que tant sur le plan architectural et technique, plus rien ne s'oppose à l'approbation de ces deux projets;

Considérant dès lors que le prix de vente du rez-de-chaussée serait de € 904.880 (hors frais de vente) pour la Commune;

Considérant que les montants suivants ont été prévus à la demande de modification budgétaire de juin 2017, à savoir :

- F. 84417 / 712-60 : € 2.135.000,-

- F. 84417 / 663-51 : € 1.140.000,-

Considérant qu'il conviendrait dès lors de préparer au plus vite un compromis de vente sans plus de clause suspensive relative à des garanties de subsides;

Considérant que sur cette base, le propriétaire ferait exécuter les travaux convenus;

Considérant que l'acte de vente pourrait être signé avant fin 2017 pour une occupation effective au printemps 2018;

Vu l'article 6§2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1, 3° de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

De retirer la délibération du 29 juin 2017 relative à l'acquisition de deux niveaux à usage de crèche dans l'immeuble 123-125 rue Colonel Bourg - Décision de principe.

Article 2 :

D'adopter le principe d'acquérir le rez-de-chaussée, propriété de Securex dans l'immeuble sis 123-125 rue Colonel Bourg, conformément aux plans en annexe - pour le prix de 904.880,00€ pour le rez-de-chaussée (hors frais de vente).

Article 3 :

De charger le service Patrimoine de préparer avec le propriétaire et un notaire le

compromis de vente.

Article 4 :

Cette délibération sera transmise en double exemplaire à l'autorité de la tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Aankoop van één niveau met bestemming voor kinderdagverblijf in het gebouw gelegen Kolonel Bourgstraat 123-125 - Principebeslissing.

De RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat sinds november 2016 de mogelijkheid werd bestudeerd om twee niveaus (gelijkvloers en 1ste verdieping) te huren of aan te kopen van het in eigendom van Securex zijnde gebouw gelegen in de Kolonel Bourgstraat nr. 123-125, dat tot voor kort nog de bestemming voor kinderopvang had;

Overwegende dat de vermelde verkoopprijs door de eigenaar € 860.000 bedraagt per niveau, te verhogen met de kosten;

Overwegende dat in geval van een gegroepeerde aankoop van de twee niveaus, de overeengekomen verkoopprijs € 1.500.000 zou zijn (exclusief kosten);

Overwegende dat dit project gezien moet worden in het kader van een nieuwe locatie die dient gevonden te worden voor de peutertuin Fonson (ten gevolge van de non-conformiteit van het huidig gebouw aan de ONE-normen) de kans om de vestiging Eau-Vive te verlaten (gehuurd van Everecity) en de opening van een aanvullend of vervangend Nederlandstalig kinderdagverblijf aan dat van de Hummeltjes;

Gelet op de beraadslaging van 29 juni 2017 houdende de aankoop van twee niveaus met bestemming voor kinderdagverblijf in het gebouw gelegen Kolonel Bourgstraat 123-125 - Principebeslissing;

Overwegende dat er bezoeken ter plaatse werden gehouden, dat de subsidiërende instellingen (ONE, Kind & Gezin, FWB, VCG) werden gecontacteerd en de principeakkoorden werden verkregen;

Overwegende dat er geen subsidies zijn voor de aankoop van dergelijk goed;

Overwegende dat de aanvragen tot aanpassing volgens onze behoeften werden voorgesteld aan de eigenaar;

Overwegende dat SECUREX 2 aanpassingsprojecten heeft voorgesteld voor de "Kol. Bourg 123-125 gelijkvloers" en "Kol. Bourg 1ste verdieping" (schematisch plan + uitvoeringsbegroting). In de beide gevallen hebben Securex en zijn partner ruimteplanner Gexim beantwoord aan de geformuleerde vragen van de dienst "kinderopvang" goedgekeurd door ONE;

Overwegende dat GO! Onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap zich als koper heeft

voorgesteld voor de 1^{ste} verdieping, toebehorend aan Securex, van het vermelde gebouw dmv een gegroepeerde verkoopakte;

Overwegende dat de begroting voor de inrichting van het gelijkvloers vastgelegd werd op 128.000,00€ BTWex;

Overwegende dat GO ! Onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap, los van de gemeente, zorgt voor alle noodzakelijke inrichtingen voor de erkenning als kinderdagverblijf en het recht op investerings- en werkingssubsidies voor deze eerste verdieping;

Overwegende dat zowel op het architecturaal als op het technisch plan, niets de goedkeuring van deze twee projecten nog kan tegenhouden;

Overwegende dat bijgevolg de verkoopprijs van het gelijkvloers:
€ 904.880 (exclusief verkoopkosten) voor de gemeente bedraagt;

Overwegende dat de volgende bedragen werden voorzien in de begrotingswijziging van juni 2017, te weten :

- F. 84417 / 712-60 : € 2.135.000,00

- F. 84417 / 663-51 : € 1.140.000,00

Overwegende dat er moet overeengekomen worden om zo snel mogelijk een verkoopovereenkomst op te maken, zonder de opschortende clausule betreffende de garanties voor de subsidies;

Overwegende dat, op deze basis, de eigenaar de overeengekomen werken moet uitvoeren;

Overwegende dat de verkoopakte ondertekend kan worden voor eind 2017 voor een effectieve bezetting vanaf de lente 2018;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratieve toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1, 3° van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratieve toezicht;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Zijn beraadslaging van 29 juni 2017 houden de aankoop van twee niveaus met bestemming voor kinderdagverblijf in het gebouw gelegen Kolonel Bourgstraat 123-125 - Principebeslissing, in te trekken.

Artikel 2 :

Het aankoopprincipe van het gelijkvloers, eigendom van Securex, gelegen in het gebouw in de Kolonel Bourgstraat 123-125, aan te nemen, in overeenstemming met de plannen in bijlage, voor de prijs van 904.880,00€ voor het gelijkvloers (exclusief verkoopkosten).

Artikel 3 :

De dienst Patrimonium te belasten met het opstellen van een verkoopovereenkomst samen met de eigenaar en een notaris.

Artikel 4 :

Deze beraadslaging zal in tweevoud worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

SECTEUR CITOYEN - SECTOR BURGER

28.09.2017/A/0028 **Acquisition du matériel de vote - article 249.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la résolution adoptée en 2016 par le Parlement bruxellois plaidant en faveur de l'extension à l'ensemble des communes bruxelloises du vote automatisé avec preuve papier pour l'ensemble des élections organisées sur le territoire de la Région;

Vu les courriers des 02/12/2016 et 24/05/2017 du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale relatifs à l'acquisition du matériel de vote, dans lesquels il est communiqué aux communes que la Région prendra en charge le coût d'acquisition des bureaux de vote à hauteur du nombre de bureaux de vote mis en place lors des élections du 25 mai 2014, et que par conséquent, les dépenses relatives aux volumes supplémentaires de matériel devront être supportées par les communes;

Vu l'analyse, reprise en annexe, sur les besoins en matériel supplémentaire en tenant compte du nombre d'électeurs d'ici 2030;

Vu l'article 26, §1er, c) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures ou de services;

Vu que cet achat de matériel supplémentaire s'effectue dans le cadre d'un marché public passé par le SPF Intérieur; que ce marché a fait l'objet d'un contrat cadre entre le SPF Intérieur, la Région flamande et la Région Bruxelles-Capitale, d'une part et, d'autre part, l'adjudicataire Smartmatic International Holding b.v.;

Considérant qu'il y avait lieu de passer commande avant le 30/06/2017 mais qu'aucun budget n'a été prévu à cet effet à la fonction 10407/742-53 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 et que tout retard dans l'acquisition de ce matériel pourrait causer un préjudice évident au bon fonctionnement de l'administration;

Considérant qu'il était impossible de prévoir ce budget pour l'exercice 2017, le premier courrier nous étant parvenu en décembre 2016 et les précisions tarifaires nous étant parvenues fin mai 2017;

Considérant la délibération du Collège du 27/06/2017, par laquelle il accorde la création d'un crédit de 123.371,60€ sur la fonction 10407/742-53 et l'engagement de la totalité de ce montant pour la commande destinée à l'acquisition du matériel de vote en faveur de Smartmatic International Holding B.V., Gustav Mahlerplein 25C, 1082MS Amsterdam, Nederland;

Considérant que les crédits seront ajustés lors de la prochaine modification budgétaire afin de régulariser notre budget 2017;

Vu l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'admettre la dépense de 123.371,60€ TVAC sur la fonction 10407/742-53 décidée par le Collège en date du 27/06/2017 pour l'acquisition du matériel de vote supplémentaire pour les élections de 2018 à 2030.

Article 2 :

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Aanschaf van het stemmateriaal - artikel 249.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de resolutie aangenomen in 2016 door het Brussels Hoofdstedelijk Parlement waarin gepleit wordt voor de uitbreiding naar alle Brusselse gemeenten van de geautomatiseerde stemming met een papieren bewijs voor alle verkiezingen georganiseerd op het grondgebied van het Gewest;

Gelet op de briefwisseling van 02/12/2016 en 24/05/2017 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de aanschaf van stemmateriaal, waarin aan de gemeenten gemeld wordt dat het Gewest de kosten van de aanschaf van de stembureaus ten laste zal nemen tot een totaal dat overeenstemt met het aantal stembureaus bij de verkiezingen van 25 mei 2014, en dat bijgevolg de kosten van de

bijkomende materiaalvolumes door de gemeenten gedragen zullen moeten worden;

Gelet op de analyse, opgenomen in bijlage, van de nood aan bijkomend materiaal, rekening houdend met het aantal kiezers in 2030;

Gelet op artikel 26,§1, c) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het feit dat deze aankoop van bijkomend materiaal uitgevoerd wordt in het kader van een overheidsopdracht van de FOD Binnenlandse Zaken; dat deze opdracht het voorwerp heeft uitgemaakt van een kaderovereenkomst tussen de FOD Binnenlandse Zaken, het Vlaams Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de ene kant, en de aanbestedingshouder Smartmatic International Holding b.v. aan de andere kant;

Overwegende dat een bestelling gedaan moest worden voor 30/06/2017 maar dat hiervoor geen enkel budget voorzien was op de functie 10407/742-53 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 en dat het evident is dat elke vertraging bij de verwerving van dit materiaal de goede werking van het bestuur zou kunnen verstoren;

Overwegende dat het onmogelijk was om dit budget voor het dienstjaar 2017 te voorzien, omdat wij de eerste brief in december 2016 ontvangen hebben en de tariefdetails eind mei 2017;

Overwegende de beraadslaging van het college van 27/06/2017, waarmee het college een krediet van 123.371,60€ heeft gecreëerd op de functie 10407/ 742-53 en dat volledige bedrag heeft aangewend voor de bestelling met het oog op de aanwerving van het stemmateriaal bij Smartmatic International Holding BV, Gustav Mahlerplein 25C, 1082MS Amsterdam, Nederland;

Overwegende dat de kredieten bij de volgende begrotingswijziging zullen worden aangepast om onze begroting 2017 te regulariseren;

Gelet op artikel 249, § 1, tweede lid van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 6, § 2, van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De uitgave van 123.371,60€ inclusief btw toe te laten op de functie 10407/742-53, gecreëerd door het college op 27/06/2017, voor de aanschaf van bijkomend stemmateriaal bij de verkiezingen 2018-2030.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

28.09.2017/A/0029 Subside à l'Agence Immobilière Sociale "Hector Denis" pour l'exercice 2017.

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la décision Conseil communal du 25 novembre 1999 par laquelle le Conseil approuve les statuts de l'ASBL Agence Immobilière Sociale "Hector Denis";

Vu la décision du Conseil communal du 15 janvier 2015 par laquelle le Conseil approuve la reconduction de la convention de collaboration entre la commune d'Evere et l'ASBL Agence Immobilière Sociale "Hector Denis";

Considérant l'augmentation du nombre de logements gérés par l'Agence Immobilière Sociale "Hector Denis";

Considérant que l'aspect technique de l'Agence Immobilière Sociale "Hector Denis" prend de plus en plus d'importance et considérant que la présence d'un ouvrier qualifié reste indispensable;

Considérant que le salaire d'un ouvrier ne peut actuellement être assumé financièrement par l'Agence immobilière Sociale "Hector Denis";

Vu la décision du 16 octobre 2003 du Conseil d'Administration de l'Agence Immobilière Sociale "Hector Denis" concernant l'engagement d'un employé technique à temps plein;

Vu la demande de subside et le rapport d'activité 2016 qui nous sont adressés par l'Agence Immobilière Sociale "Hector Denis" et repris en annexe;

Vu le crédit de 31.000,00€ inscrit à la fonction 922/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2017;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

De soutenir l'Agence Immobilière Sociale dans son développement.

Article 2 :

D'octroyer un subside de 31.000,00€ à l'Agence Immobilière Sociale "Hector Denis" comme intervention dans les frais de salaire de leur ouvrier technique.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Toelage aan het Sociaal Woonbureau "Hector Denis" voor het dienstjaar 2017.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de beslissing van de Raad dd. 25 november 1999 houdende de goedkeuring van de statuten van het Sociaal Woningkantoor "Hector Denis";

Gelet op de beslissing van de Raad dd. 15 januari 2015 houdende de goedkeuring van de verlenging van de samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Evere en de VZW Sociaal Woningkantoor "Hector Denis";

Overwegende de stijging van het aantal woningen dat beheerd wordt door het Sociaal Woningkantoor "Hector Denis";

Overwegende het toenemend belang van het technisch aspect van het werk van het Sociaal Woningkantoor "Hector Denis" en overwegende dat de aanwezigheid van een gekwalificeerde arbeider noodzakelijk blijft;

Overwegende dat het Sociaal Woningkantoor momenteel financieel niet kan instaan voor het salaris van een arbeider;

Gelet op de beslissing van 16 oktober 2003 van de Raad van Bestuur van het Sociaal Woningkantoor "Hector Denis" betreffende de aanwerving van een voltijds technische bediende;

Gelet op de subsidieaanvraag en het activiteitenverslag 2016 die het Sociaal Woningkantoor "Hector Denis" ons bezorgd heeft en die bijgevoegd zijn;

Gelet op het krediet van 31.000,00€, dat voorzien is op de functie 922/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017;

Gelet op de wet dd. 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het Sociaal Woningkantoor “ Hector Denis” te steunen in zijn ontwikkeling.

Artikel 2 :

Een toelage van 31.000,00€ euro toe te kennen aan het Sociaal Woningkantoor “Hector Denis”, als bijdrage in de loonkosten van hun technische bediende.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

28.09.2017/A/0030 **Cohésion sociale - rapport de la coordination communale pour l'année 2016.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'article 7 du décret du 13 mai 2004 de la Commission Communautaire Française (COCOF) relatif à la Cohésion sociale prévoyant l'établissement d'un rapport annuel à destination du Conseil communal;

Vu l'article 5 § 2, dernier alinéa, de la convention relative à la coordination locale de Cohésion sociale conclue entre la Commune et la COCOF le 08 décembre 2015 qui précise que : «La coordination locale rédige annuellement un rapport sur l'évolution des problèmes et besoins rencontrés sur le territoire de la commune et sur le contrat communal, conformément aux grilles d'analyse et d'évaluation élaborées avec le CRACS (Centre Régional d'Appui). Ce rapport doit être remis obligatoirement à l'administration et au CRACS pour le 30 juin au plus tard et pour la première fois le 30 juin 2017»;

Vu l'article 13 du règlement d'ordre intérieur de la Concertation locale d'Evere qui précise que : «La coordination locale établit annuellement un rapport d'évaluation de la politique de cohésion sociale, au sens du décret du 13 mai 2004, sur le territoire communal, qu'elle transmet, au minimum pour information, aux membres de la concertation locale et au plus tard à la fin du mois de décembre de l'année de remise du rapport»;

Considérant les rapports d'activité fournis par l'asbl "L'Entrela Centre Culturel d'Evere" et l'asbl "La Cohésion Sociale d'Evere – Actions Communautaires" pour l'année 2016;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

De prendre connaissance du rapport du coordinateur communal pour l'année 2016 en annexe.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Sociale Cohesie – verslag van de gemeentelijke coördinatie voor het jaar 2016.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op artikel 7 van het decreet van 13 mei 2004, van de Franse Gemeenschapscommissie (COCOF) betreffende de Sociale Cohesie, dat voorziet in het opstellen van een jaarlijks verslag aan de Gemeenteraad;

Gelet op artikel 5 § 2, laatste lid, van de overeenkomst betreffende de lokale coördinatie van de sociale cohesie, gesloten tussen de gemeente en de COCOF op 8 december 2015, waarin bepaald is dat "De lokale coördinatie jaarlijks een verslag opstelt over de evolutie van de problemen en de behoeften op het grondgebied van de gemeente en over het gemeentecontract, overeenkomstig de analyse- en evaluatieroosters uitgewerkt met het CRACS (gewestelijk ondersteuningscentrum voor sociale cohesie). Dat verslag moet uiterlijk op 30 juni overgemaakt worden aan het bestuur en aan het CRACS en dit voor de eerste keer op 30 juni 2017 ";

Gelet op artikel 13 van het huishoudelijk reglement van het Lokaal Overleg Evere, waarin bepaald is dat "de lokale coördinatie jaarlijks een evaluatieverslag opstelt betreffende het sociale-cohesiebeleid, in de zin van het decreet van 13 mei 2004, op het gemeentelijke grondgebied, en dat ze dat verslag, minstens ter informatie, overmaakt aan de leden van het lokaal overleg en dit uiterlijk eind december van het jaar waarin het verslag ingediend werd";

Gelet op het activiteitenverslag van de "asbl L'Entrela le Centre Culturel d'Evere" en van de "asbl La Cohésion Sociale d'Evere – Actions Communautaires" voor het jaar 2016;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende de regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Kennis te nemen van het verslag van de gemeentelijke coördinator voor het jaar 2016 in bijlage.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging te hernemen op de lijst van beraadslagingen, opgestuurd aan de toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

SECTEUR SUPPORT LOGISTIQUE - SECTOR LOGISTIEKE ONDERSTEUNING

28.09.2017/A/0031 **Fixation et attribution du marché d'urgence pour solutionner les problèmes d'électricité à la crèche Ronde Fleurie.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant qu'il y a de nombreuses pertes et coupures d'électricité à la crèche Ronde Fleurie;

Considérant qu'afin de rechercher le problème, des coupures d'électricité sont à effectuer de manière régulière;

Considérant que la crèche sera fermée à partir du 17 juillet 2017; qu'il n'y aura dès lors plus de risque pour les enfants et que la firme pourra y travailler sans tenir compte des horaires de la crèche;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18.07.2017 fixant les conditions du marché et attribuant les travaux à la firme Debeur - Avenue de la Couronne 371 à 1050 Bruxelles (NE : 0403.111.313) suivant son offre du 10.07.2017 pour un montant de 3.305,79€ (Hors TVA) + 694,21€ (TVA) = 4.000,00€ (TVA comprise);

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

De prendre acte de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18.07.2017 fixant les conditions et attribuant le marché d'urgence pour solutionner les problèmes d'électricité à la crèche Ronde Fleurie, à la firme Debeur - Avenue de la Couronne 371 à 1050 Bruxelles (NE: 0403.111.313), d'inscrire la dépense de 4.000,00€ (TVA comprise) à l'article budgétaire 84452/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017 et de financer ces travaux par emprunt.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de dringende opdracht om de elektriciteitsproblemen in de kribbe Ronde Fleurie op te lossen.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat er veel electriciteitsstroomuitvallen en onderbrekingen zijn in de kribbe Ronde Fleurie;

Overwegende dat de zoekopdrachten regelmatige stroomonderbrekingen vereisen;

Overwegende dat de kribbe vanaf 17 juli 2017 zal gesloten zijn, dat er dus geen risico meer zal zijn voor de kinderen en dat de firma zonder rekening te moeten houden met het uurrooster van de kribbe zal mogen werken;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 18.07.2017 die de voorwaarden van deze opdracht vaststelt en deze werken gunt aan de firma Debeur - Kroonlaan 371 te 1050 Brussel (ON: 0403.111.313) volgens haar offerte dd. 10.07.2017 voor een bedrag van: 3.305,79€ (Exclusief BTW) + 694,21€ (BTW 21%) = 4.000,00€ (BTW inbegrepen);

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 18.07.2017 houdende vaststelling van de voorwaarden van de dringende opdracht om

de electriciteitsproblemen in de kribbe Ronde Fleurie op te lossen en de gunning ervan aan de firma Debeur – Kroonlaan 371 te 1050 Brussel (ON: 0403.111.313), de uitgave van 4.000,00€ (BTW inbegrepen) te boeken op het begrotingsartikel 84452/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 en deze werken met een lening te financieren.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

28.09.2017/A/0032 **Fixation des conditions et attribution du marché de raccordement à l'eau pour le bien sis rue Edouard Stuckens 21-23 (nouveau raccordement au fond de la parcelle côté rue Van Hamme).**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant qu'afin de bénéficier d'une alimentation en eau pour le bien sis rue Edouard Stuckens 21-23 (nouveau raccordement au fond de la parcelle côté rue Van Hamme), il est nécessaire de raccorder le bâtiment au réseau;

Considérant qu'il y a lieu de faire exécuter ce raccordement par Hydrobru, société ayant l'exclusivité en la matière;

Vu l'offre d'Hydrobru quant aux travaux projetés pour un montant de 3.850,13€ (TVA Comprise);

Considérant qu'un crédit de 3.850,13€ est prévu à l'article budgétaire 242-01 du budget patrimonial 2017 de la Régie Foncière;

Vu l'article 42 § 1, 1° d, ii de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les articles 117 et 234 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

De retenir la procédure négociée sans publication préalable (spécificités techniques) comme mode de passation du marché.

Article 2 :

De désigner la firme Hydrobru - Boulevard de l'Impératrice 17-19 à 1000 Bruxelles (NE : 0237.679.494) comme adjudicataire du marché pour le marché de travaux de raccordement à l'eau du bien sis rue Edouard Stuckens 21-23, au prix de son offre du 04.07.2017 à savoir 3.850,13€ (TVA Comprise).

Article 3 :

De comptabiliser la dépense de 3.850,13€ à l'article budgétaire 242-01 du budget patrimonial 2017 de la Régie Foncière pour l'exercice 2017.

Article 4 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht van wateraansluiting voor het goed gelegen Edouard Stuckens 21-23 (nieuwe aansluiting aan de achterkant van het perceel Van Hammestraat)

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat, om van een wateraansluiting voor het goed gelegen Edouard Stuckens 21-23 (nieuwe aansluiting aan de achterkant van het perceel Van Hammestraat) te genieten, het noodzakelijk is om het gebouw op het netwerk aan te sluiten;

Overwegende dat deze aansluiting uitgevoerd moet worden door Hydrobru, daar zij ter zake de exclusiviteit hebben;

Gelet op de offerte van de firma Hydrobru betreffende de geplande werken voor een bedrag van 3.850,13€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat een krediet van 3.850,13€ voorzien is op het begrotingsartikel 242-01 van de patrimoniale begroting van het Grondbedrijf voor het dienstjaar 2017;

Gelet op het artikel 42 § 1, 1° d,ii van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 18 april 2017 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikels 117 en 234 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking (technische exclusiviteit) als de wijze van gunning te weerhouden.

Artikel 2 :

De firma Hydrobru - Keizerinlaan 17-19 te 1000 Brussel (ON : 0237.679.494) aan te duiden als aanbestedinghouder voor de opdracht van werken betreffende de wateraansluiting van het goed gelegen Edouard Stuckenstraat 21-23, volgens het bedrag van haar offerte van 04.07.2017 namelijk 3.850,13€ (BTW Inbegrepen).

Artikel 3 :

De uitgave van 3.850,13€ op het begrotingsartikel 242-01 van de patrimoniale begroting van het Grondbedrijf voor het dienstjaar 2017 te boeken.

Artikel 4 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

28.09.2017/A/0033 **Fixation des conditions et attribution du marché pour le remplacement d'une vitre à l'abri de vélos à l'entrée de l'école Everheide.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant que suite aux dégâts à l'abri de vélos, il s'avère indispensable de remplacer le carreau latéral cassé afin d'éviter d'éventuels accidents;

Considérant que les travaux doivent être effectués par la firme qui a posé l'abri afin de garantir la qualité de la réparation et de maintenir la garantie sur la structure de l'installation;

Considérant qu'il y a lieu de faire appel à la firme Velopa, société étant adjudicataire du marché pour la fourniture et pose d'un abri de vélo à l'école Everheide;

Vu l'offre de la firme Velopa quant aux travaux projetés pour un montant de 573,54€ (TVA Comprise);

Considérant qu'un crédit de 573,54€ est prévu à l'article budgétaire 72202/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017;

Vu l'article 42 § 1, 1° d, ii de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 22 juin 2017 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les articles 117 et 234 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

De retenir la procédure négociée sans publication préalable (spécificités techniques - article 42, § 1, 1°, d, ii de la loi du 17 juin 2016) comme mode de passation du marché.

Article 2 :

De désigner la firme Velopa - Interleuvenlaan 15 à 3001 Leuven (NE: 0400.397.390) comme adjudicataire du marché pour le remplacement d'une vitre à l'abri de vélos à l'entrée de l'école Everheide au prix de son offre du 29.05.2017 à savoir 573,54€ (TVA Comprise).

Article 3 :

De comptabiliser la dépense de 573,54€ sur l'article budgétaire 72202/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

Article 4 :

De financer ces travaux par emprunt.

Article 5 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de vervanging van een glas van de fietsenstalling aan de ingang van de school Everheide.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat als gevolg van de aangebrachte schade aan de fietsenstalling, het noodzakelijk is om het gebroken raam aan de zijkant te vervangen om eventuele ongelukken te vermijden;

Overwegende dat de werken uitgevoerd moeten worden door de firma die de fietsenstalling heeft geplaatst, met het doel om de kwaliteit van de herstelling te garanderen en om de garantie op de structuur van de installatie te behouden;

Overwegende dat deze werken uitgevoerd moeten worden door de firma Velopa, aanbestedinghouder van de opdracht betreffende de levering en plaatsing van een fietsenstalling op de school Everheide;

Gelet op de offerte van de firma Velopa betreffende de geplande werken voor een bedrag van 573,54€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat een krediet van 573,54€ voorzien is op het begrotingsartikel 72202/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017;

Gelet op artikel 42 § 1, 1° d, ii van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 22 juni 2017 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de artikels 117 en 234 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking (technische specificiteiten - artikel 42 § 1, 1° d, ii van de wet van 17 juni 2016) als de gunningswijze te weerhouden.

Artikel 2 :

De firma Velopa - Interleuvenlaan 15 te 3001 Leuven (ON: 0400.397.390) aan te duiden als aanbestedinghouder voor de opdracht betreffende de vervanging van een glas van de fietsenstalling aan de ingang van de school Everheide, volgens het bedrag van haar offerte van 29.05.2017 namelijk 573,54€ (BTW Inbegrepen).

Artikel 3 :

De uitgave van 573,54€ te boeken op het begrotingsartikel 72202/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017.

Artikel 4 :

Deze werken met een lening te financieren.

Artikel 5 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
25 stemmers : 25 positieve stemmen.

28.09.2017/A/0034 **Construction de la Tribune et des vestiaires au parc Saint Vincent - Engagement des honoraires d'architectes.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la décision du collège du 22.08.2017 de permettre à l'Association momentanée ARCADIS-FALLY SA - Atelier d'Architecture et d'Urbanisme Odon DUPIRE - Lucette FRANCOIS et Collaborateurs soc civ sprl, de poursuivre leur mission liée à la phase 3 du projet; d'engager le montant de 50.000,00 € TVA comprise prévu à l'article budgétaire 76402/723-60 du budget extraordinaire 2017 pour l'Association momentanée ARCADIS-FALLY SA - Atelier d'Architecture et d'Urbanisme Odon DUPIRE - Lucette FRANCOIS et Collaborateurs soc civ sprl, Rue des Soeurs Grises, 6 à 7000 Mons (NE 0434.770.331) et de proposer cette décision au conseil communal pour information.

Considérant que cet engagement entraîne une augmentation de plus de 10 % du montant du marché initial;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les articles 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE:

Article 1:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22.08.2017.

Article 2:

De comptabiliser la dépense de 50.000,00 € (TVA Comprise) à l'article budgétaire 76402/723-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2017.

Article 3:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Bouwen van een Tribune met kleedkamers op het park Sint Vincent - Aanwending van de architecten honoraria.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting.

Gelet op de beslissing van het college van 22.08.2017 om de Tijdelijke Vereniging ARCADIS-FALLY SA - Atelier d'Architecture et d'Urbanisme Odon DUPIRE - Lucette FRANCOIS et Collaborateurs soc civ sprl toe te staan de missie betreffende de fase 3 van het project voort te zetten; een bedrag van 50.000,00 € (BTW inbegrepen) op het begrotingsartikel 76402/723-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 aan te wenden voor de Tijdelijke Vereniging ARCADIS-FALLY SA - Atelier d'Architecture et d'Urbanisme Odon DUPIRE - Lucette FRANCOIS et Collaborateurs soc civ sprl, Rue des Soeurs Grises, 6 te 7000 Mons (NE : 0434.770.331) en deze beslissing ter informatie van de Gemeenteraad voor te stellen.

Overwegende dat deze uitgave een verhoging van meer dan 10% van het oorspronkelijk bedrag van de opdracht meebrengt;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikels 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST :

Artikel 1:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 22.08.2017

Article 2:

De uitgave van 50.000,00 € (BTW inbegrepen) te boeken op de begrotingsartikel 76402/723-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017.

Article 3:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
25 stemmers : 25 positieve stemmen.

28.09.2017/A/0035 **Marchés Publics – Application de l'article 234 alinéa 3 NLC - Information.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins a fixé les conditions et le mode d'attribution des marchés des dossiers suivants :

Fixation des conditions du marché de fourniture en vue de l'acquisition d'un piano pour l'Académie de musique.

Montant estimatif: 6.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 734/744-51 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N° 064 – Collège du 06.06.2017

Fixation des conditions du marché de fourniture pour l'achat d'une imprimante couleur pour le travail des peintres.

Montant estimatif: 350,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 139/742-53 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N° 065 – Collège du 06.06.2017

Fixation des conditions du marché de travaux en vue du remplacement de l'éclairage du terrain de football, avenue des Anciens combattants.

Montant estimatif: 50.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 764/725-60 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N° 066 – Collège du 06.06.2017

Fixation des conditions du marché de travaux en vue du renforcement de la structure de la salle omnisport François Guillaume.

Montant estimatif: 60.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 764/722-60 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N° 078 – Collège du 13.06.2017

Fixation des conditions d'un marché de travaux de revêtement de voirie (réasphaltage) sur le territoire d'Evere pour 2017.

Montant estimatif: 102.850,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 421/735-60 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N° 080 – Collège du 13.06.2017

Fixation des conditions du marché pour les travaux de relighting au pavillon Germinal.

Montant estimatif: 30.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 721/724-60 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N° 085 – Collège du 13.06.2017

Fixation des conditions du marché pour le nettoyage des sols coulés sous les jeux de plein air.

Montant estimatif: 10.750,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation:

7.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 722/725-60 - Exercice 2017
2.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 766/725-60 - Exercice 2017
1.250,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 844/725-60 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N° 088 – Collège du 13.06.2017

Fixation des conditions du marché de fournitures en vue de l'achat de potelets amovibles.

Montant estimatif: 5.100,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 421/741-52 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N° 059 – Collège du 20.06.2017

Fixation des conditions du marché pour l'achat d'un antivirus et pare-feu (licence de 3 ans).

Montant estimatif: 5.300,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 139/742-53 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N° 060 – Collège du 20.06.2017

Fixation des conditions du marché pour l'achat de 8 goals de diabolins.

Montant estimatif: 6.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 764/744-51 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N° 061 – Collège du 20.06.2017

Fixation des conditions d'un marché de fourniture de 3 véhicules de type fourgon fermé et reprise de 3 véhicules.

Montants estimatifs:

Lot 1 : 45.000,00 € (TVA Comprise)

Lot 2 : 35.000,00 € (TVA Comprise)

80.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 137/743-52- Exercice 2017

Financement : emprunt.

Reprises des véhicules :

Lot 1 : 200,00 € (TVA Comprise)

Lot 2 : 200,00 € (TVA Comprise)

400,00 € (TVA Comprise)

Point N° 058 – Collège du 27.06.2017

Fixation des conditions du marché en vue du remplacement des deux volets électriques du local "poubelles" de la crèche Ronde fleurie.

Montant estimatif: 3.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 844/724-60- Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N° 059 – Collège du 27.06.2017

Fixation des conditions du marché pour la fourniture de matériel électrique pour le bâtiment N.R.E.

Montant estimatif: 22.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 137/723-60 - Exercice 2017
Financement: Emprunt
Point N° 060 – Collège du 27.06.2017

Fixation des conditions du marché en vue de travaux de peinture dans les écoles "La Source" et "Clair-Vivre".

Montant estimatif: 36.000,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 722/724-60 - Exercice 2017
Financement: Emprunt
Point N° 066 – Collège du 27.06.2017

Fixation des conditions d'un marché de fourniture de matériel photographique pour le Musée du moulin.

Montant estimatif: 1.000,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 771/742-53 - Exercice 2017
Financement: Emprunt
Point N°120 – Collège du 01.08.2017

Fixation des conditions du marché de fourniture d'un surgélateur et de trois réfrigérateurs bahut pour le service des festivités.

Montant estimatif: 3.300,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 763/744-51 - Exercice 2017
Financement: Emprunt
Point N°122 – Collège du 01.08.2017

Fixation des conditions du marché de fourniture de pièces de rechange pour les tentes 3x3 et 4x4 de la Régie des Travaux.

Montant estimatif: 10.000,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 763/744-51 - Exercice 2017
Financement: Emprunt
Point N°123 – Collège du 01.08.2017

Fixation des conditions du marché pour la fourniture de mobilier administratif.

Montant estimatif: 8.000,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 104/741-51 - Exercice 2017
Financement: Emprunt
Point N°124 – Collège du 01.08.2017

Fixation des conditions du marché pour la fourniture et le placement d'une porte sectionnelle pour le bâtiment N.R.E.

Montant estimatif: 7.260,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 137/723-60 - Exercice 2017
Financement: Emprunt
Point N°125 – Collège du 01.08.2017

Fixation des conditions du marché pour la fourniture de :

Lot 1: Souffleurs de feuilles, débroussailleuses, taille haie, scie télescopique et casques de sécurité

Lot 2: Brouettes

Lot 3: Une machine de nettoyage

Lot 4: Un désherbeur mécanique.

Montant estimatif:

Lot 1: 15.500,00€ (TVA Comprise)

Lot 2: 3.000,00€ (TVA Comprise)

Lot 3: 600,00€ (TVA Comprise)

Lot 4: 15.500,00€ (TVA Comprise)

34.600,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 766/744-51 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N°126 – Collège du 01.08.2017

Fixation des conditions du marché de fournitures en vue de l'achat d'une nacelle à ciseaux électrique.

Montant estimatif: 15.500,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 138/744-51 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N°062 – Collège du 22.08.2017

Fixation des conditions du marché en vue de la fourniture d'une téléchargeuse munie d'un bras articulé et reprise d'un "dumper".

Chapitre 1 : Fourniture d'une téléchargeuse

Chapitre 2 : Reprise d'un "dumper"

Chapitre 1

Montant estimatif: 74.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 878/743-53 – Exercice 2017

Financement: Emprunt

Chapitre 2 (Reprise d'un "dumper")

Montant estimatif: 250,00€ sur l'article budgétaire 878/773-53 (Recette) – Exercice 2017

Point N°065 – Collège du 29.08.2017

Fixation des conditions d'un marché de fournitures en vue de l'achat d'arbres et d'arbustes.

Lot 1 : Arbres à hautes tiges

Lot 2 : Haies et arbustes

Montant estimatif:

Lot 1 : 8.000,00€ (TVA Comprise)

Lot 2 : 14.000,00€ (TVA Comprise)

Total : 22.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 766/721-60 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N°067 – Collège du 29.08.2017

Fixation des conditions d'un marché de fournitures en vue de l'achat d'une échelle d'atelier.

Montant estimatif: 1.200,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 138/744-51 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N°068 – Collège du 29.08.2017

Fixation des conditions du marché de fournitures en vue de l'achat de matériaux de cloisonnement pour le bâtiment N.R.E.

Montant estimatif: 10.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 137/723-60 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N°072 – Collège du 29.08.2017

Vu les articles 117 et 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Le président informe le Conseil communal des fixations des conditions et du mode d'attribution des marchés des dossiers suivants :

Fixation des conditions du marché de fourniture en vue de l'acquisition d'un piano pour l'Académie de musique.

Montant estimatif: 6.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 734/744-51 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N° 064 – Collège du 06.06.2017

Fixation des conditions du marché de fourniture pour l'achat d'une imprimante couleur pour le travail des peintres.

Montant estimatif: 350,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 139/742-53 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N° 065 – Collège du 06.06.2017

Fixation des conditions du marché de travaux en vue du remplacement de l'éclairage du terrain de football, avenue des Anciens combattants.

Montant estimatif: 50.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 764/725-60 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N° 066 – Collège du 06.06.2017

Fixation des conditions du marché de travaux en vue du renforcement de la structure de la salle omnisport François Guillaume.

Montant estimatif: 60.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 764/722-60 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N° 078 – Collège du 13.06.2017

Fixation des conditions d'un marché de travaux de revêtement de voirie (réasphaltage) sur le territoire d'Evere pour 2017.

Montant estimatif: 102.850,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 421/735-60 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N° 080 – Collège du 13.06.2017

Fixation des conditions du marché pour les travaux de relighting au pavillon

Germinal.

Montant estimatif: 30.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 721/724-60 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N° 085 – Collège du 13.06.2017

Fixation des conditions du marché pour le nettoyage des sols coulés sous les jeux de plein air.

Montant estimatif: 10.750,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation:

7.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 722/725-60 - Exercice 2017

2.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 766/725-60 - Exercice 2017

1.250,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 844/725-60 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N° 088 – Collège du 13.06.2017

Fixation des conditions du marché de fournitures en vue de l'achat de potelets amovibles.

Montant estimatif: 5.100,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 421/741-52 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N° 059 – Collège du 20.06.2017

Fixation des conditions du marché pour l'achat d'un antivirus et pare-feu (licence de 3 ans).

Montant estimatif: 5.300,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 139/742-53 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N° 060 – Collège du 20.06.2017

Fixation des conditions du marché pour l'achat de 8 goals de diabolins.

Montant estimatif: 6.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 764/744-51 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N° 061 – Collège du 20.06.2017

Fixation des conditions d'un marché de fourniture de 3 véhicules de type fourgon fermé et reprise de 3 véhicules.

Montants estimatifs:

Lot 1 : 45.000,00 € (TVA Comprise)

Lot 2 : 35.000,00 € (TVA Comprise)

80.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 137/743-52- Exercice 2017

Financement : emprunt.

Reprises des véhicules :

Lot 1 : 200,00 € (TVA Comprise)

Lot 2 : 200,00 € (TVA Comprise)

400,00 € (TVA Comprise)

Point N° 058 – Collège du 27.06.2017

Fixation des conditions du marché en vue du remplacement des deux volets électriques du local "poubelles" de la crèche Ronde fleurie.

Montant estimatif: 3.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 844/724-60- Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N° 059 – Collège du 27.06.2017

Fixation des conditions du marché pour la fourniture de matériel électrique pour le bâtiment N.R.E.

Montant estimatif: 22.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 137/723-60 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N° 060 – Collège du 27.06.2017

Fixation des conditions du marché en vue de travaux de peinture dans les écoles "La Source" et "Clair-Vivre".

Montant estimatif: 36.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 722/724-60 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N° 066 – Collège du 27.06.2017

Fixation des conditions d'un marché de fourniture de matériel photographique pour le Musée du moulin.

Montant estimatif: 1.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 771/742-53 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N°120 – Collège du 01.08.2017

Fixation des conditions du marché de fourniture d'un surgélateur et de trois réfrigérateurs bahut pour le service des festivités.

Montant estimatif: 3.300,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 763/744-51 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N°122 – Collège du 01.08.2017

Fixation des conditions du marché de fourniture de pièces de rechange pour les tentes 3x3 et 4x4 de la Régie des Travaux.

Montant estimatif: 10.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 763/744-51 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N°123 – Collège du 01.08.2017

Fixation des conditions du marché pour la fourniture de mobilier administratif.

Montant estimatif: 8.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 104/741-51 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N°124 – Collège du 01.08.2017

Fixation des conditions du marché pour la fourniture et le placement d'une porte sectionnelle pour le bâtiment N.R.E.

Montant estimatif: 7.260,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 137/723-60 - Exercice 2017
Financement: Emprunt
Point N°125 – Collège du 01.08.2017

Fixation des conditions du marché pour la fourniture de :

Lot 1: Souffleurs de feuilles, débroussailleuses, taille haie, scie télescopique et casques de sécurité

Lot 2: Brouettes

Lot 3: Une machine de nettoyage

Lot 4: Un désherbeur mécanique.

Montant estimatif:

Lot 1: 15.500,00€ (TVA Comprise)

Lot 2: 3.000,00€ (TVA Comprise)

Lot 3: 600,00€ (TVA Comprise)

Lot 4: 15.500,00€ (TVA Comprise)

34.600,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 766/744-51 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N°126 – Collège du 01.08.2017

Fixation des conditions du marché de fournitures en vue de l'achat d'une nacelle à ciseaux électrique.

Montant estimatif: 15.500,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 138/744-51 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N°062 – Collège du 22.08.2017

Fixation des conditions du marché en vue de la fourniture d'une téléchargeuse munie d'un bras articulé et reprise d'un "dumper".

Chapitre 1 : Fourniture d'une téléchargeuse

Chapitre 2 : Reprise d'un "dumper"

Chapitre 1

Montant estimatif: 74.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 878/743-53 – Exercice 2017

Financement: Emprunt

Chapitre 2 (Reprise d'un "dumper")

Montant estimatif: 250,00€ sur l'article budgétaire 878/773-53 (Recette) – Exercice 2017

Point N°065 – Collège du 29.08.2017

Fixation des conditions d'un marché de fournitures en vue de l'achat d'arbres et d'arbustes.

Lot 1 : Arbres à hautes tiges

Lot 2 : Haies et arbustes

Montant estimatif:

Lot 1 : 8.000,00€ (TVA Comprise)

Lot 2 : 14.000,00€ (TVA Comprise)

Total : 22.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 766/721-60 - Exercice 2017

Financement: Emprunt
Point N°067 – Collège du 29.08.2017

Fixation des conditions d'un marché de fournitures en vue de l'achat d'une échelle d'atelier.

Montant estimatif: 1.200,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 138/744-51 - Exercice 2017
Financement: Emprunt
Point N°068 – Collège du 29.08.2017

Fixation des conditions du marché de fournitures en vue de l'achat de matériaux de cloisonnement pour le bâtiment N.R.E.

Montant estimatif: 10.000,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 137/723-60 - Exercice 2017
Financement: Emprunt
Point N°072 – Collège du 29.08.2017

Le Conseil prend connaissance.
25 votants : 25 votes positifs.

Overheidsopdrachten – Toepassing artikel 234 alinea 3 NGW – Informatie.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen de voorwaarden vastgesteld en de gunningswijze gekozen heeft van de volgende dossiers:

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht van leveringen voor de aankoop van een piano voor de Muziekacademie.

Ramend bedrag: 6.000,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 734/744-51 - Dienstjaar 2017
Financiering: Lening
Punt nr 064 – College dd. 06.06.2017

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht van leveringen voor de aankoop van een kleurenprinter voor de schilderwerken.

Ramend bedrag: 350,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 139/742-53 - Dienstjaar 2017
Financiering: Lening
Punt nr 065 – College dd. 06.06.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor de vervanging van de verlichting van het voetbalveld gelegen Oud-Strijderslaan.

Ramend bedrag: 50.000,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 764/725-60 - Dienstjaar 2017
Financiering: Lening
Punt nr 066 – College dd. 06.06.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor de versterking van de structuur van de sporthal François Guillaume.

Ramend bedrag: 60.000,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 764/722-60 - Dienstjaar 2017
Financiering: Lening
Punt nr 078 – College dd. 13.06.2017

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht van werken voor de wegbekleding (asfaltering) op het grondgebied van Evere voor 2017.

Ramend bedrag: 102.850,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 421/735-60 - Dienstjaar 2017
Financiering: Lening
Punt nr 080 – College dd. 13.06.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de relightingwerken in het paviljoen Germinal.

Ramend bedrag: 30.000,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 721/724-60 - Dienstjaar 2017
Financiering: Lening
Punt nr 085 – College dd. 13.06.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor het reinigen van de gegoten vloeren onder de openluchtspeeltuigen.

Ramend bedrag: 10.750,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking:
7.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 722/725-60 - Dienstjaar 2017
2.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 766/725-60 - Dienstjaar 2017
1.250,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 844/725-60 - Dienstjaar 2017
Financiering: Lening
Punt nr 088 – College dd. 13.06.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van leveringen voor de aankoop van verwijderbare paaltjes.

Ramend bedrag: 5.100,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 421/741-52 - Dienstjaar 2017
Financiering: Lening
Punt nr 059 – College dd. 20.06.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van een antivirus en “firewall” (3 jaar licentie).

Ramend bedrag: 5.300,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 139/742-53 - Dienstjaar 2017
Financiering: Lening
Punt nr 060 – College dd. 20.06.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van 8 goals diabolins.

Ramend bedrag: 6.000,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 764/744-51 - Dienstjaar 2017
Financiering: Lening
Punt nr 061 – College dd. 20.06.2017

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht voor de levering van 3 voertuigen type gesloten bestelwagen en overname van 3 voertuigen.

Ramend bedrag:

Perceel 1 : 45.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 2 : 35.000,00€ (BTW Inbegrepen)

80.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 137/743-52- Dienstjaar 2017

Financiering : Lening.

Overname van de voertuigen :

Perceel 1 : 200,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 2 : 200,00€ (BTW Inbegrepen)

400,00€ (BTW Inbegrepen)

Punt nr 058 – College dd. 27.06.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de vervanging van de 2 elektrische rolluiken van het vuilnislokaal van het kinderdagverblijf Ronde fleurie.

Ramend bedrag: 3.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 844/724-60- Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 059 – College dd. 27.06.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van elektrische materieel voor het gebouw N.R.E.

Ramend bedrag: 22.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 137/723-60 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 060 – College dd. 27.06.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor schilderwerken in de scholen "La Source" en "Clair-Vivre".

Ramend bedrag: 36.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 722/724-60 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 066– College dd. 27.06.2017

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht voor de levering van fotografiematerieel voor het Molenmuseum.

Ramend bedrag: 1.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 771/742-53 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 120 – College dd. 01.08.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van een diepvriezer en drie koelkasten type kist voor de dienst feestelijkheden.

Ramend bedrag: 3.300,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 763/744-51 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 122 – College dd. 01.08.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van

vervangingstukken voor 3x3 en 4x4 tenten van de Regie der werken.

Ramend bedrag: 10.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 763/744-51 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 123 – College dd. 01.08.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van administratief meubilair.

Ramend bedrag: 8.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 104/741-51 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 124 – College dd. 01.08.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering en de plaatsing van een sectionele poort voor het gebouw N.R.E.

Ramend bedrag: 7.260,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 137/723-60 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 125 – College dd. 01.08.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van :

Perceel 1: Bladblazers, maaiers, haagscharen, telescoopzagen en veiligheidshelmen

Perceel 2: Kruiwagens

Perceel 3: Een alleszuiger

Perceel 4: Een toestel voor mechanische onkruidbestrijding.

Ramend bedrag:

Perceel 1: 15.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 2: 3.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 3: 600,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 4: 15.500,00€ (BTW Inbegrepen)

34.600,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 766/744-51 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 126 – College dd. 01.08.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van leveringen voor de aankoop van een elektrische schaarlift.

Ramend bedrag: 15.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 138/744-51 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 062 – College dd. 22.08.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van een wiellader met telescooparm en overname van een "dumper".

Hoofdstuk 1 : Levering van een wiellader

Hoofdstuk 2 : Overname van een "dumper"

Hoofdstuk 1

Ramend bedrag: 74.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 878/743-53 – Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Hoofdstuk 2 (Overname van een "dumper")

Ramend bedrag: 250,00€ op het begrotingsartikel 878/773-53 (Ontvangst) – Dienstjaar 2017

Punt nr 065 – College dd. 29.08.2017

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht van leveringen voor de aankoop van bomen en struiken.

Perceel 1 : Hoogstammen

Perceel 2 : Hagen en struiken

Ramend bedrag:

Perceel 1 : 8.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 2 : 14.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Totaal : 22.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 766/721-60 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 067 – College dd. 29.08.2017

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht van leveringen voor de aankoop van een ladder voor het magazijn.

Ramend bedrag: 1.200,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 138/744-51 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 068 – College dd. 29.08.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van leveringen voor de aankoop van materialen voor scheidingswanden voor het gebouw N.R.E.

Ramend bedrag: 10.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 137/723-60 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 072 – College dd. 29.08.2017

Gelet op de artikelen 117 en 234 alinea 3 van de nieuwe gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

De voorzitter stelt de Gemeenteraad in kennis van de vaststelling van de voorwaarden en de gunningswijze van de volgende dossiers :

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht van leveringen voor de aankoop van een piano voor de Muziekacademie.

Ramend bedrag: 6.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 734/744-51 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 064 – College dd. 06.06.2017

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht van leveringen voor de aankoop van een kleurenprinter voor de schilderwerken.

Ramend bedrag: 350,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 139/742-53 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 065 – College dd. 06.06.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor de vervanging van de verlichting van het voetbalveld gelegen Oud-Strijderslaan.

Ramend bedrag: 50.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 764/725-60 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 066 – College dd. 06.06.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van werken voor de versterking van de structuur van de sporthal François Guillaume.

Ramend bedrag: 60.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 764/722-60 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 078 – College dd. 13.06.2017

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht van werken voor de wegbekleding (asfaltering) op het grondgebied van Evere voor 2017.

Ramend bedrag: 102.850,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 421/735-60 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 080 – College dd. 13.06.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de relightingwerken in het paviljoen Germinal.

Ramend bedrag: 30.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 721/724-60 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 085 – College dd. 13.06.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor het reinigen van de gegoten vloeren onder de openluchtspeeltuigen.

Ramend bedrag: 10.750,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking:

7.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 722/725-60 - Dienstjaar 2017

2.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 766/725-60 - Dienstjaar 2017

1.250,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 844/725-60 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 088 – College dd. 13.06.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van leveringen voor de aankoop van verwijderbare paaltjes.

Ramend bedrag: 5.100,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 421/741-52 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 059 – College dd. 20.06.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van een antivirus en “firewall” (3 jaar licentie).

Ramend bedrag: 5.300,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 139/742-53 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 060 – College dd. 20.06.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van 8 goals diabolins.

Ramend bedrag: 6.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 764/744-51 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 061 – College dd. 20.06.2017

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht voor de levering van 3 voertuigen type gesloten bestelwagen en overname van 3 voertuigen.

Ramend bedrag:

Perceel 1 : 45.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 2 : 35.000,00€ (BTW Inbegrepen)

80.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 137/743-52- Dienstjaar 2017

Financiering : Lening.

Overname van de voertuigen :

Perceel 1 : 200,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 2 : 200,00€ (BTW Inbegrepen)

400,00€ (BTW Inbegrepen)

Punt nr 058 – College dd. 27.06.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de vervanging van de 2 elektrische rolluiken van het vuilnislokaal van het kinderdagverblijf Ronde fleurie.

Ramend bedrag: 3.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 844/724-60- Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 059 – College dd. 27.06.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van elektrische materieel voor het gebouw N.R.E.

Ramend bedrag: 22.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 137/723-60 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 060 – College dd. 27.06.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor schilderwerken in de scholen "La Source" en "Clair-Vivre".

Ramend bedrag: 36.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 722/724-60 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 066– College dd. 27.06.2017.

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht voor de levering van fotografiematerieel voor het Molenmuseum.

Ramend bedrag: 1.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 771/742-53 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening
Punt nr 120 – College dd. 01.08.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van een diepvriezer en drie koelkasten type kist voor de dienst feestelijkheden.

Ramend bedrag: 3.300,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 763/744-51 - Dienstjaar 2017
Financiering: Lening
Punt nr 122 – College dd. 01.08.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van vervangingstukken voor 3x3 en 4x4 tenten van de Regie der werken.

Ramend bedrag: 10.000,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 763/744-51 - Dienstjaar 2017
Financiering: Lening
Punt nr 123 – College dd. 01.08.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van administratief meubilair.

Ramend bedrag: 8.000,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 104/741-51 - Dienstjaar 2017
Financiering: Lening
Punt nr 124 – College dd. 01.08.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering en de plaatsing van een sectionele poort voor het gebouw N.R.E.

Ramend bedrag: 7.260,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 137/723-60 - Dienstjaar 2017
Financiering: Lening
Punt nr 125 – College dd. 01.08.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van :
Perceel 1: Bladblazers, maaiers, haagscharen, telescoopzagen en veiligheidshelmen
Perceel 2: Kruiwagens
Perceel 3: Een alleszuiger
Perceel 4: Een toestel voor mechanische onkruidbestrijding.

Ramend bedrag:
Perceel 1: 15.500,00€ (BTW Inbegrepen)
Perceel 2: 3.000,00€ (BTW Inbegrepen)
Perceel 3: 600,00€ (BTW Inbegrepen)
Perceel 4: 15.500,00€ (BTW Inbegrepen)
34.600,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 766/744-51 - Dienstjaar 2017
Financiering: Lening
Punt nr 126 – College dd. 01.08.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van leveringen voor de aankoop van een elektrische schaarlift.

Ramend bedrag: 15.500,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 138/744-51 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening
Punt nr 062 – College dd. 22.08.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van een wiellader met telescooparm en overname van een "dumper".

Hoofdstuk 1 : Levering van een wiellader

Hoofdstuk 2 : Overname van een "dumper"

Hoofdstuk 1

Ramend bedrag: 74.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 878/743-53 – Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Hoofdstuk 2 (Overname van een "dumper")

Ramend bedrag: 250,00€ op het begrotingsartikel 878/773-53 (Ontvangst) – Dienstjaar 2017

Punt nr 065 – College dd. 29.08.2017

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht van leveringen voor de aankoop van bomen en struiken.

Perceel 1 : Hoogstammen

Perceel 2 : Hagen en struiken

Ramend bedrag:

Perceel 1 : 8.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Perceel 2 : 14.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Totaal : 22.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 766/721-60 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 067 – College dd. 29.08.2017

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht van leveringen voor de aankoop van een ladder voor het magazijn.

Ramend bedrag: 1.200,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 138/744-51 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 068 – College dd. 29.08.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht van leveringen voor de aankoop van materialen voor scheidingswanden voor het gebouw N.R.E.

Ramend bedrag: 10.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 137/723-60 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr 072 – College dd. 29.08.2017

De Raad neemt kennis.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

SECTEUR PERSONNEL - SECTOR PERSONEEL

28.09.2017/A/0036 **Cadre du personnel lié au Secrétariat du Bourgmestre et des Echevins.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 07.02.2013 concernant le cadre du personnel lié au Secrétariat du Bourgmestre et des Echevins, devenu exécutoire par expiration du délai (lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 07.05.2013);

Considérant que ce cadre du personnel lié au Secrétariat du Bourgmestre et des Echevins prévoit les emplois suivants :

- 1 fonction de secrétaire d'administration (A1.1-2-3) ou conseiller adjoint (A4) ou conseiller (A6)
- 1 assistant administratif-chef (C4)
- 2 assistants administratifs (C1-2-3)
- 1 adjoint administratif – chef (D4)

Vu l'évolution des matières à traiter et des responsabilités à assumer au sein du secrétariat du Bourgmestre et des Echevins, il y a lieu de prévoir des fonctions de secrétaires administratifs;

Vu les futurs départs à la pension des agents de niveau C;

Vu la concertation syndicale et le protocole en résultant;

Vu l'article 145 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 6§1 de l'ordonnance du 14 mai 1998 tenant réglementation sur la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

De fixer le cadre du personnel lié au Secrétariat du Bourgmestre et des Echevins à partir du 01.06.2017 comme suit :

- 1 fonction de secrétaire d'administration (A1.1-2-3) ou conseiller adjoint (A4) ou conseiller (A6)
- **2 secrétaires administratifs (B1-2-3)**
- 1 assistant administratif - chef (C4)
- 1 adjoint administratif - chef (D4)

Article 2 :

De fixer un cadre d'extinction du personnel lié au secrétariat du Bourgmestre et des

Echevins à partir du 01.06.2017 comme suit :

- 2 assistants administratifs (C1-2-3)

Article 3 :

Les emplois prévus au Secrétariat du Bourgmestre et des Echevins sont accessibles par recrutement statutaire, par recrutement contractuel ou par détachement temporaire d'un autre poste ou par promotion.

Les agents contractuels seront recrutés en vertu d'un contrat à durée indéterminée.

Les agents détachés peuvent être remplacés dans leur service d'origine.

Il peut être mis fin à tout moment au recrutement ou au détachement. Les agents détachés seront réaffectés dans un service de l'administration en réintégrant leur grade initial, soit dans un emploi vacant, soit en

surnombre. Les agents statutaires seront réaffectés, en conservant leur grade, dans un emploi vacant dans un service de l'administration.

Article 4 :

D'abroger la délibération du Conseil communal du 07.02.2013 concernant le cadre du personnel lié au secrétariat du Bourgmestre et des Echevins à partir du 01.06.2017.

Article 5 :

Cette délibération sera transmise en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Personeelsformatie van het personeel verbonden aan het Secretariaat van de Burgemeester en de Schepenen.

DE RAAD,

Gelet op de Gemeenteraadsbeslissing van 07.02.2013 houdende personeelsformatie van het personeel verbonden aan het secretariaat van de Burgemeester, uitvoerbaar geworden door het verstrijken van de termijn (brief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dd. 07.05.2013);

Overwegende dat deze personeelsformatie verbonden aan het secretariaat van de Burgemeester en de Schepenen in volgende betrekkingen voorziet :

- 1 functie van bestuurssecretaris (A1.1-2-3) of adjunct adviseur (A4) of adviseur (A6)
- 1 administratief hoofdassistent (C4)
- 2 administratieve assistenten (C1-2-3)
- 1 administratief hoofdadjunct (D4)

Gelet op de evolutie van de te behandelen materies en van de verantwoordelijkheden die binnen het secretariaat van de Burgemeester en de Schepenen moeten opgenomen worden, is het noodzakelijk om functies van administratieve secretarissen te voorzien;

Gelet op de nakende pensioenen van personeelsleden van niveau C;

Gelet op de onderhandelingen gevoerd in het Onderhandelingscomité met de representatieve vakbondsafvaardigingen en het daaruit voortvloeiend protocol;

Gelet op het artikel 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 6 § 1 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De personeelsformatie van het personeel verbonden aan het secretariaat van de Burgemeester en de Schepenen vanaf 01.06.2017 als volgt vast te stellen:

- 1 functie van bestuurssecretaris (A1.1-2-3) of adjunct adviseur (A4) of adviseur (A6)
- **2 administratieve secretarissen (B1-2-3)**
- 1 administratief hoofdassistent (C4)
- 1 administratief hoofdadjunct (D4)

Artikel 2 :

Om een uitdovingskader van het personeel verbonden aan het secretariaat van de Burgemeester met ingang van 01.06.2017 als volgt vast te leggen :

- 2 administratieve assistenten (C1-2-3)

Artikel 3 :

De betrekkingen voorzien op het secretariaat van de Burgemeester en de Schepenen zijn door statutaire aanwerving, door contractuele aanwerving of door een tijdelijke detachering van een andere functie of bij bevordering te begeven.

De contractuele personeelsleden worden door een overeenkomst voor onbepaalde duur aangeworven.

De gedetacheerde personeelsleden kunnen in hun oorspronkelijke dienst vervangen worden.

Er kan op ieder moment een einde gesteld worden aan de aanwerving of de detachering. De gedetacheerde personeelsleden worden terug verbonden door reïntegratie in hun oorspronkelijke graad aan een dienst van de administratie, hetzij in een vacante arbeidsplaats, hetzij in overtal.

De vastbenoemde personeelsleden worden terug verbonden, in hun graad, in een vacante betrekking in één van de diensten van de administratie.

Artikel 4 :

De beraadslaging houdende vaststelling van de personeelsformatie van het personeel verbonden aan het secretariaat van de Burgemeester van 07.02.2013 wordt vanaf 01.06.2017 opgeheven.

Artikel 5 :

Deze beslissing in tweevoud aan de toezichhoudende overheid over te maken met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
25 stemmers : 25 positieve stemmen.

SECRÉTARIAT COMMUNAL - GEMEENTESECRETARIAAT

28.09.2017/A/0037 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 29.06.2017 - Approbation.**

Vu l'absence de remarques concernant le projet de procès-verbal de la réunion du Conseil communal précédent, le procès-verbal est considéré comme adopté.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
25 votants : 25 votes positifs.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 29.06.2017 - Goedkeuring.

Gelet op het gegeven dat geen opmerkingen werden geformuleerd op het ontwerp van proces-verbaal van de vorige vergadering van de Gemeenteraad, wordt het proces-verbaal geacht goedgekeurd te zijn.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
25 stemmers : 25 positieve stemmen.

Levée de la séance à 21:15
Opheffing van de zitting om 21:15

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président du Conseil communal,
De Voorzitter van de gemeenteraad,

Dirk Borremans

Georges Pollet